

« Durant deux, trois jours, la montagne rutila dans une espèce de paroxysme, s'exalta jusqu'au cri, jusqu'au message ; puis une frontière fut encore franchie et de même que les sons trop aigus deviennent inaudibles, cette gloire disparut aux yeux, se consuma. Il restait des cendres, une taie de givre. »



NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES

En couverture : station des Arcs, un exemple parmi tant d'autres de l'aménagement du territoire au profit de l'industrie touristique.

Le prochain numéro de Nunatak est prévu pour la fin du printemps. Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail via les adresses ci-dessous.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations.

Pour la distribution, il est possible de demander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre. Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

NUNATAK

Dans la langue des Inuits, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, du point de vue des régions montagneuses que nous habitons.

Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Les articles et les numéros de Nunatak sont consultables en ligne : revuenunatak.noblogs.org

**Nunatak
c/o Café du siècle - Bibliothèque
1 Rue Biron,
34190 Ganges**

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cèvennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées et les Vosges...

revuenunatak@riseup.net

Revue d'histoires, cultures et luttes des montagnes

Automne/Hiver 2017-2018

Dépôt en cours

Prix librairie : 2€

Prix libre partout ailleurs

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.

ÉDITO	2
QUAND LES MONTAGNARDS NE SAVAIENT PLUS FAUCHER...	4
RÉFLEXIONS AUTOUR DU RÉCIT « LE FOU D'EDENBERG », DE SAMIVEL	
LE TOURISME OU LA MORT ?	11
DIVAGATION DANS LE QUEYRAS	
ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE	20
UNE MARCHÉ D'APPROCHE	
SUR LES PAS D'UN BERGER	26
HISTOIRE DE MARCEL	
COMMENT SOULEVER DES MONTAGNES	38
BAŞKA BİR DAĞ	40
UNE AUTRE MONTAGNE	
RETOUR SUR « GEZI »	
LES MOUVEMENTS DE FEMMES EN TURQUIE : ENTRE ÉMANCIPATION ET INSTRUMENTALISATION	
SOUS LES TROPIQUES, LA MINE...	54
DÉPOSSESSION DES MILIEUX ET DES MODES DE VIE EN ÉQUATEUR	



ÉDITO

En France, au cours du xx^e siècle, l'industrie touristique colonise les zones montagneuses, qui à l'instar d'autres territoires sont aménagées par des plans de développement étatiques qui font la part belle aux investisseurs. Après-guerre, l'économie touristique se structure en massifiant l'accès aux « loisirs ».

Plus près de nous, le projet Plan Tourisme 2020 prévoit l'arrivée de 100 millions de touristes dans tout le pays. À cet effet, un investissement financier d'un milliard d'euros est dirigé vers des infrastructures telles que la Compagnie des Alpes¹, l'UCPA², les Center Parcs, le Futuroscope, le Club Med, etc.

La mode du tourisme « écoresponsable » ramifie cette économie, préservant l'aspect *immaculé* du lieu, en construisant des infrastructures à « taille humaine » ou en faisant des rotations de touristes suffisamment espacées pour qu'ils se croisent peu et ressentent moins l'aspect massif de cette consommation. L'œil du touriste n'y voit que le ravissement du décor « naturel », ensoleillé ou enneigé, pour le meilleur de ses vacances ou de son temps libre.

Organiser un lieu touristique ne va pas sans le marketing de l'« identité des terroirs ». On en imprime la valorisation typique par la création de labels. Ceux-ci créent par là de nouvelles normes, instaurant de multiples cahiers des charges. Les logos fleurissent de part et d'autre : I.G.P., A.O.C., Unesco, Natura 2000, Parc régional ou national. Il s'agit de rendre épique ou héroïque le passé local, à travers une réécriture du paysage, afin de produire une plus-value symbolique sur les lieux. Et tant pis pour ceux ou celles qui sonnent faux dans cette ode à l'authentique...

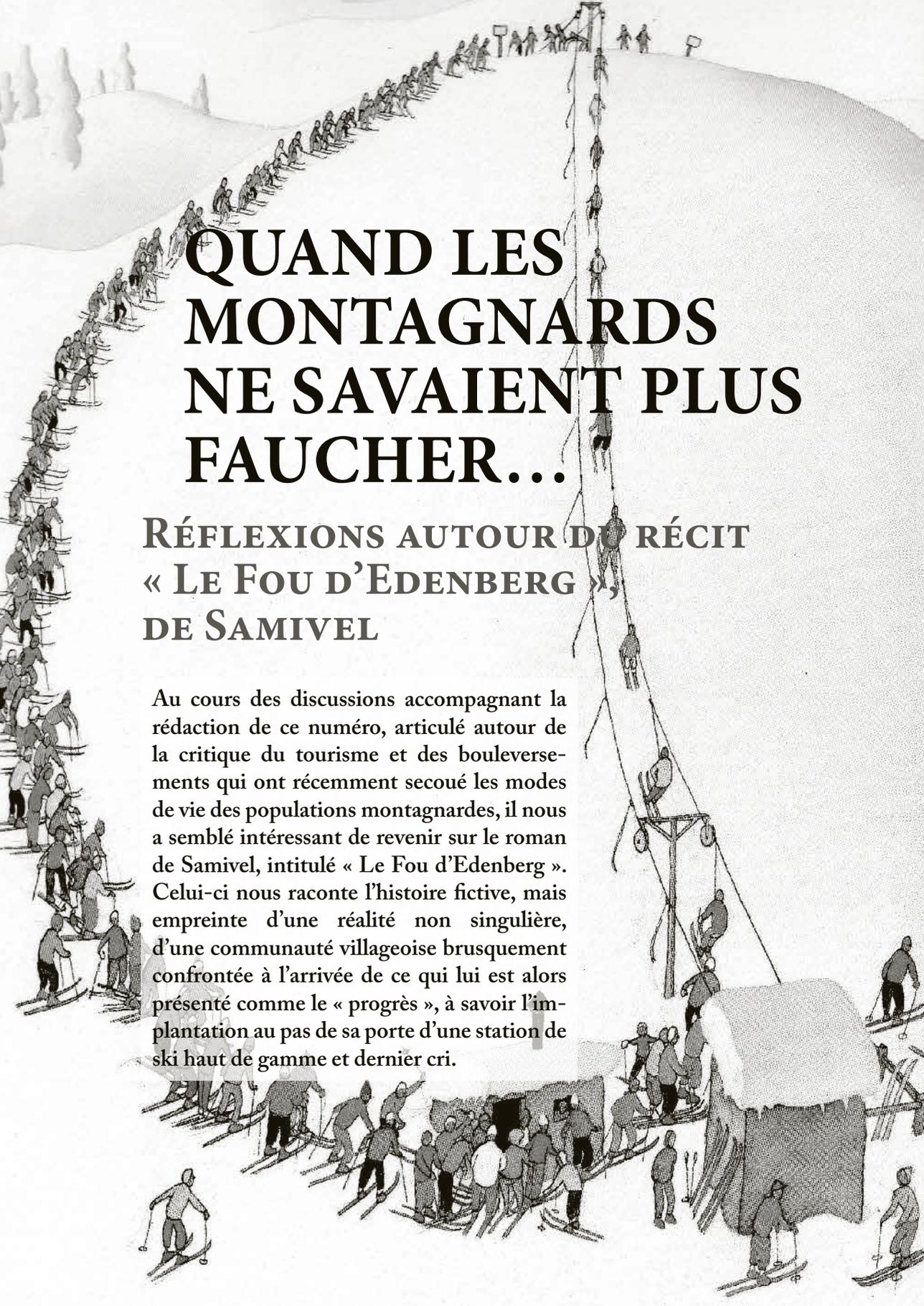
1 Leader européen des « loisirs », gère les plus grandes stations de montagne et des parcs à thèmes.

2 Structure paraétatique qui développe l'idéologie du sport nature, particulièrement en montagne et dans le littoral.

Qu'en est-il de ceux qui vivent du tourisme et en profitent, de ceux qui n'en vivent pas et s'y opposent, de la condition prolétarisée des saisonniers ; mais aussi des touristes eux-mêmes ? Ces différentes catégories sont d'ailleurs floues et interchangeables. Ne peut-on pas effectuer une saison au service des touristes et devenir touriste à son tour à un autre moment de l'année ?

Le tourisme envahit les imaginaires en structurant notre temps, nos échanges et les rapports à ce qui nous entoure. Il implique la marchandisation des espaces que nous habitons en confisquant les moyens de notre autonomie. La rédaction de *Nunatak* souhaite partager ce constat et en débattre. Aussi ce n'est pas au touriste en tant que figure de l'étranger indésirable que nous portons la critique, comme le font les réactionnaires, car nous considérons que c'est à l'entièreté de ce monde marchand qu'il faut s'en prendre.

Quelques textes et réflexions publiés dans ce numéro se croisent autour de l'économie des loisirs, des stations de ski à l'industrie du canyoning. Nous porterons aussi un regard sur ce que le tourisme a remplacé ou intégré, en suivant les pas d'un berger ou en allant voir ce qui se cache sous les clapiers. Nos réflexions sur la colonisation des espaces et des vies par les logiques capitalistes ne se bornent pas à un territoire donné : de la place Taksim aux mines de cuivre d'Amazonie, l'aménagement du territoire ou les projets industriels rencontrent la résistance des populations.



QUAND LES MONTAGNARDS NE SAVAIENT PLUS FAUCHER...

RÉFLEXIONS AUTOUR DU RÉCIT
« LE FOU D'EDENBERG »,
DE SAMIVEL

Au cours des discussions accompagnant la rédaction de ce numéro, articulé autour de la critique du tourisme et des bouleversements qui ont récemment secoué les modes de vie des populations montagnardes, il nous a semblé intéressant de revenir sur le roman de Samivel, intitulé « Le Fou d'Edenberg ». Celui-ci nous raconte l'histoire fictive, mais empreinte d'une réalité non singulière, d'une communauté villageoise brusquement confrontée à l'arrivée de ce qui lui est alors présenté comme le « progrès », à savoir l'implantation au pas de sa porte d'une station de ski haut de gamme et dernier cri.

« Durant deux, trois jours, la montagne rutila dans une espèce de paroxysme, s'exalta jusqu'au cri, jusqu'au message ; puis une frontière fut encore franchie et de même que les sons trop aigus deviennent inaudibles, cette gloire disparut aux yeux, se consuma. Il restait des cendres, une taie de givre. »

Ce livre est écrit en 1967, à une période alors que les sports d'hiver sont en pleine expansion, et que le gouvernement de l'époque lâche la bride aux appétits des promoteurs immobiliers en instaurant le « plan neige », programme destiné à faire fructifier les capitaux issus de l'industrie du tourisme en montagne. Les projets de développement de stations très performantes sont alors encouragés financièrement, les collectivités en acquièrent la charge en partenariat avec des aménageurs privés, et la notion de « projet d'utilité publique » permet l'expropriation en toute légalité des quelques propriétaires récalcitrants à la modernité. Bref, un tapis rouge déroulé sur un or blanc...

Cette époque est aussi celle où les premières critiques des stations dites « intégrées » commencent à se faire entendre, où une réflexion sur leur impact écologique viendra conforter l'émergence des parcs nationaux, et celle des prémices de ce que l'on appellera plus tard le développement durable, fort du consensus établi entre activité économique et préservation de l'environnement.

La critique que Samivel porte dans son ouvrage dépasse pourtant largement le cadre des considérations écologiques. Le parti pris est celui de la montagne, vue comme un ensemble immuable dans le temps, et des populations qui l'habitent. Son récit nous questionne ainsi sur la place de l'homme dans une société où ses savoir-faire et ses connaissances, son rapport à la terre et à la survie dans un milieu difficile, et ses liens communau-

taires sont brutalement mis à mal par l'arrivée opportuniste de la marchandisation et l'essor d'une économie nouvelle. Plus largement, il nous interroge sur la notion même de liberté, sur les possibilités laissées à chacun de se maintenir dans l'environnement au sein duquel il évolue, et ce, malgré les aléas de la modernisation.

La confrontation entre deux mondes

Samivel nous livre un témoignage riche à travers son récit. Celui d'une époque charnière où le monde montagnard d'après-guerre, encore attaché à une économie dite de « subsistance » et à un mode de vie qualifié de « traditionnel », bascule vers l'ère nouvelle de la société de consommation et des loisirs de masse. Immanquablement, il en découle un choc, et c'est tout un univers bâti dans le temps qui semble s'écrouler en l'espace d'un instant.

L'histoire se déroule dans un quelconque village de montagne des années cinquante, où, tel un monde perdu, la vie suit son cours au rythme des saisons, depuis deux mille ans et même davantage... *« On naissait, on mariait, on fauchait, on mourrait... Quelques faits ou objets extérieurs s'insinuaient d'une manière ou d'une autre, mais à la manière de clous plantés dans une tapisserie : ils ne détruisaient pas la trame. »* Un fil conducteur guide ainsi la vie des montagnards de génération en génération, suivant les exigences élémentaires inhérentes au milieu : mener les bêtes à

l'estive, emmagasiner le fourrage et le bois pour l'hiver, entretenir les bâtisses, etc.

Les rapports sociaux se sont forgés au sein de cette communauté en fonction de ses propres nécessités, et non de celles de la société extérieure, même si elle entretient toutefois des relations avec elle : *« S'il existait une hiérarchie [au village], elle n'était pas fondée sur l'argent. [...] Chacun trimait dur, mangeait à sa faim les bonnes années, vivait, s'habillait comme le voisin et n'avait par conséquent aucune occasion de l'envier. Bien entendu, les montagnards n'ignoraient pas ce qu'il se passait dans le monde et les rumeurs du siècle les atteignaient par les journaux ou autrement. Mais il s'agissait d'un univers différent, de contrées dont les mœurs et coutumes leur demeuraient étrangères... [...] »* Leur autonomie est durement acquise, et c'est dans un milieu naturel hostile, les isolant du reste de la société, que s'est maintenu le caractère particulier des relations entre villageois. La vie communautaire se trouve marquée par divers moments d'échanges, lors des fêtes du village, des veillées, des travaux collectifs ou lors des querelles entre habitants... et, même si rien n'est évidemment parfait, c'est en tout cas comme cela que les choses fonctionnent jusqu'alors.

L'arrivée pourtant inévitable de la modernité, incarnée ici par les promoteurs de la station de ski, finit par percer les murailles de ce village qui apparaissait comme *« une enclave d'un autre temps, beaucoup trop réduite pour ne pas subir à la fin la puissante influence du milieu environnant et la loi commune de l'évolution »*. Et, telle l'arrivée d'un cheval de Troie dans la cité alpine, c'est en laissant les investisseurs accaparer une partie de leurs terres que les montagnards poseront le pied dans l'engrenage qui mettra fin à cette existence ancestrale.

La dépossession d'un mode de vie

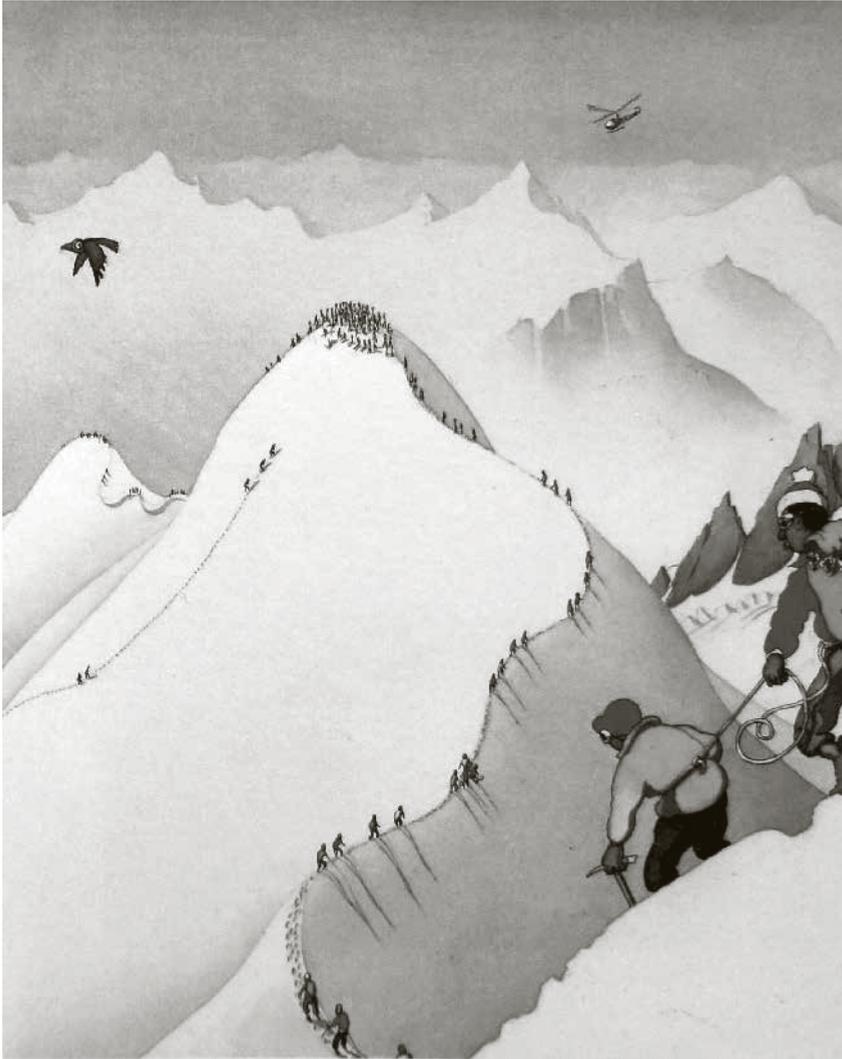
Ainsi les choses vont vite. Les premières parcelles cédées, les fermiers se trouvent obligés de se séparer d'une partie de leur bétail, faute de pouvoir les nourrir. L'argent, qui n'avait jusque-là qu'une valeur usuelle, devient un faire-valoir dès lors que les marchandises issues du monde moderne font leur apparition (frigorifère, télévision, radio, chapeaux neufs, etc.). Le rapport au travail n'est plus le même. Dès la première vague de commandes nouvelles que la société d'exploitation passe au menuisier du village, celui-ci se rend compte qu'*« il aimait prendre l'ouvrage à son gré, choisir son temps, son client, ses billes... Fignoler quoi ! Alors de travailler sur obligation, à la grosse, du plus vite, au bout du deuxième jour il se sentait devenir esclave »*.

Le facteur, lui, se souvient du temps qu'il prenait lors la remise du courrier aux habitants : *« [...] dès l'entrée, je commençais par sourire, faire des mines, histoire de marquer aux gens que je leur apportais de la lecture. Ça les intriguait, ça leur faisait plaisir. La patronne s'essuyait les mains, se remontait une boucle... On appelait la mémé, les gosses rappliquaient. Ils se mettaient tous à lire, et moi j'attendais regardant leurs visages, voyant bien qu'ils étaient contents, et j'étais content aussi. »* Alors que dorénavant le métier se compare à celui effectué dans les villes : *« [...] tu arrives, tu fourres le papier dans une boîte, tu t'en vas. T'as vu personne. T'as salué personne. Personne t'a salué. Ni bonjour ni bonsoir. Tu ne vois même pas la tête de ceux qui reçoivent les lettres et tu ne sauras jamais ce qu'il y a dedans. »*

Les villageois ressentent leur erreur, mais que faire maintenant ? Leurs prés sont

foulés par les ingénieurs et les ouvriers, mais puisqu'ils ont vendu... La valeur de la terre reste pourtant ancrée en eux, inaliénable, comme le ressent une villageoise « avec derrière [elle] au moins soixante générations de montagnardes aux yeux desquelles l'herbe, qui engraisse le bétail,

donne le lait, la laine ; qui nourrit le veau, l'agneau, l'enfant, l'homme, restait quelque chose de sacré. Pour elle et la plupart des femmes de sa génération, cette vente n'était qu'un mot. Elles refusaient net de se plier à des abstractions... n'accordant aucune réalité à la notion d'argent ».



Le désert à tout le monde, de Samivel

Peut-on considérer le « Progrès » comme un progrès ?

Samivel dresse une sévère critique de l'arrivée de la modernisation dans la vallée, de ses effets dévastateurs, sans pour autant tomber dans un passéisme réducteur. Il serait en effet fort simpliste d'opposer une vie magnifiée d'antan aux affres de la civilisation moderne, tout comme il serait inconsistant de prétendre que le tourisme est amené dans le but d'apporter une quelconque amélioration des conditions de vie. L'auteur nous questionne ainsi sur ce qu'est réellement le « progrès ».

Il nous montre que les montagnards ne s'opposent pas à la modernité en tant que telle, ni même au fait que des « étrangers » puissent venir visiter leurs montagnes. Ce qui les gêne, c'est la dépossession de leurs moyens d'existence, la perte de sens et de liens dans leurs activités et dans leurs relations, ainsi que leur nouvelle place sociale, qui les relègue à celle d'observateurs des événements. La montagne était un lieu où ils vivaient, sur lequel ils avaient prise, ils décidaient quoi faire, quand le faire et comment. Ils en maîtrisaient les usages et les ressources, ils bénéficiaient des fruits de leur travail. Ils ont cru qu'ils deviendraient des hommes riches, mais la richesse n'était pas celle qu'ils attendaient. Cette approche permet alors de renverser l'idée largement répandue que le « progrès » viendrait de la société de consommation : on voit que celle-ci n'apporte qu'acculturation, perte d'autonomie, affaiblissement des liens sociaux, disparition des connaissances sur son milieu et son histoire.

Samivel s'attaque également à l'idée qui présente comme réactionnaire toute

forme d'opposition à la modernisation. Il rappelle que, en plus de l'accaparement matériel des biens et des espaces, la société de consommation a besoin pour s'imposer d'une imagerie lui permettant de gagner les esprits. C'est elle qui va alors assimiler la civilisation rurale à un passé définitivement révolu, et lui opposer sa vision conquérante du progrès : la montagne vue comme un milieu auquel se confronter, tant économiquement que physiquement. On retrouve cette idéologie dans le discours du directeur de la station lors de son inauguration : « *Hier encore, des formes de vies médiévales, en retard de plusieurs siècles sur l'évolution de la planète !... Une économie traditionnelle par conséquent inefficace et périmée, n'ayant pas dépassé dans bien des cas le système archaïque du troc ! Des techniques rudimentaires. Des moyens financiers à peu près nuls entraînant l'absence de ce levier essentiel pour l'économie, j'ai nommé : le pouvoir d'achat.* » Mais également dans la volonté de construire le téléphérique « le plus haut d'Europe », le défi sportif des compétitions de ski, la conquête des sommets vierges...

Le tourisme fait dès lors table rase du passé, et les villageois n'ont plus leur mot à dire, ni leur place. Ils se retrouvent comme des étrangers dans leur propre habitat, la société extérieure ayant accaparé l'espace et imposé son mode de consommation. Partant de là, les visiteurs arrivant à la montagne viennent chercher chez les autochtones le cliché d'un mode de vie traditionnel et authentique, et dans le meilleur des cas des guides pour leurs expéditions. Ils envisagent la montagne comme un vaste terrain de jeu, dont l'intérêt principal résiderait dans la gloire que l'on pourrait retirer à gravir des parois ou dévaler des pentes... Mais, là aussi, le

culte de la montagne vue sous le prisme de la société marchande est mis à mal par Samivel, qui n'a de cesse de le démystifier en nous rappelant les réalités du monde pastoral.

La montagne comme repère immuable

Tout au long de son récit, Samivel nous interroge sur les représentations qu'ont les montagnards de leur milieu et l'influence de celui-ci dans leur vie : « Ici, l'homme et son milieu longtemps n'avaient fait qu'un. Baigné jusqu'au cou dans le flux des créations naturelles, il n'éprouvait aucun besoin de les commenter. Une alliance aussi totale entraînait une sorte de mimétisme, presque une identification. C'est pourquoi, tant de regards reflétaient l'azur et la glace, tant de visages montraient le grain du rocher. » La rudesse de la vie montagnarde aurait au cours des siècles forgé leur caractère. Elle les aurait dotés d'un esprit de résistance et d'indomptabilité face aux assauts de la société extérieure, reflétant « [...] l'expression d'une énergie, d'une pureté fondamentales, celles mêmes qui jadis avaient permis à la tribu de s'implanter envers et contre tout parmi les avalanches, les glaciers, les torrents hostiles. Ces qualités devenaient-elles gênantes dans le monde qui venait ? ».

La question est posée, et irrémédiablement le refus de s'adapter à l'arrivée d'énormes contraintes et à l'immédiateté promue par la société de consommation surgit chez certains d'entre eux. Un ancien contrebandier d'une vallée frontalière explique pourquoi il n'a pu rester qu'un hiver dans la boutique qu'il venait d'acheter : « Cette paperasse... Les livres, les relevés, les rappels, les débits, les inventaires, les déclarations par-ci, les assurances par-là,

la banque, le téléphone... Toutes les heures de la vie bouffées par ces corneculades, non, merde ! Pas pour ça que ma mère m'a mis au monde. Alors tu vois où je suis ? J'ai lâché pour remonter au moins l'été à la montagne. Le travail est dur mais on est son maître, on n'a pas trente-six mouchards dans le dos pour surveiller vos gestes, compter les points. Et quand on mène le troupeau on a le temps de tout ! Des journées entières pour regarder avec ses yeux, respirer, remuer des idées... Tu as remarqué ? Ils disent que leur mécanique c'est pour gagner du temps. Alors pourquoi partout où ils en fourrent, on a moins de temps qu'ailleurs ! Hein, explique-moi donc ? »

Un montagnard, le personnage principal de l'histoire, s'opposant à l'expropriation de son chalet d'alpage incarne cette réflexion : qui est l'homme libre ? Est-ce celui qui peut vivre et mourir où bon lui semble ? N'ayant eu de toute sa vie comme seules ressources que sa force et la terre léguée par ses parents, il ne peut accepter une vérité qui lui est imposée de la sorte. Le personnage se questionne : « Ce ne serait pas mon droit de rester là ? Le droit d'un homme ?... Je vais te dire : alors il n'y a pas de droit ! Ce n'est pas vrai ! Ils nous bourrent le mou avec leur République et leur Liberté ! Elle n'existe pas la Liberté !... Ou bien, tiens : un rat, un blaireau, un renard, ils sont plus libres que nous ! S'ils ne se font pas prendre... ils peuvent vivre où ils veulent. Et y crever aussi. Voilà. »

Tout au long du récit, deux mondes s'opposent et se répondent. Ils semblent nous interroger : est-il possible de concilier sa liberté et une vie dont on ne veut pas ? Peut-on toucher le fond de l'abîme sans y tomber ? On ne peut pas, non, il faut choisir. L'entre-deux ne serait qu'une considération bourgeoise ou une perte

de sens, une sorte d'accord tacite passé contre soi-même. Seule la montagne reste immuable, tel un repère au fil du temps, où les hommes eux n'auront qu'à faire leur choix. « *Et s'ils parvenaient à y accrocher leurs filins et leurs mécaniques, il s'agirait d'un avatar sans importance, sans avenir, pas plus significatif dans la redoutable suite des siècles que l'acrobatie d'une araignée tendant son fil un matin d'été entre deux blocs de cinquante tonnes.* » Seront-ils alors à blâmer s'ils vendent leurs dernières terres, ou s'ils préfèrent les sports d'hiver au fumage de leurs champs ?

Cinquante ans plus tard, l'histoire de Samivel nous touche encore. Les mises en garde soulevées à cette époque sont encore tristement d'actualité : la colonisation des espaces se poursuit inmanquablement dans chaque recoin du territoire, partout où il est possible d'extraire du bénéfice. Si le développement touristique semble aujourd'hui moins spectaculaire et ses conséquences moins brutales qu'il y a un temps, il s'opère pourtant de manière plus insidieuse. À la vue de la dévastation exercée en quelques années et des quelques protestations émises, ses promoteurs ont compris qu'il était plus aisé pour mener à bien leurs projets d'agir sournoisement, en adjoignant les populations à leurs méfaits. En effet, qui couperait la branche sur laquelle il est assis ? Qui dénigrerait la main qui le nourrit ? Et même si l'on est plus ou moins conscient

des conséquences néfastes qu'entraînent nos compromissions, remettre en cause le développement économique d'un territoire relève aujourd'hui de l'hérésie.

Relire ce récit à notre époque nous rappelle bon nombre de choses que l'on a perdues ou oubliées, tellement dévorés que nous sommes par l'appétit de la société capitaliste et habitués à être dépossédés de toutes parts. Mais, plutôt que de nous faire regretter un passé maintenant révolu, et qui n'était d'ailleurs pas forcément si enviable que cela pour bien des raisons, il fait resurgir en nous des contradictions pourtant évidentes, et nous sort de la résignation. Prendre le temps du geste lent et assuré, se mêler à la vie animale qui se camoufle au sein des forêts et des roches, regarder la somptuosité des paysages sans cesse renouvelée, écouter le bruit du silence dans la montagne... Autant d'instantanés balayés par la vitesse du monde moderne et par la vie d'esclave que l'on voudrait nous voir mener. Les assauts portés contre l'homme reviennent aussi sûrement que les saisons. La vie des montagnards telle qu'elle existait a quasiment disparu, et c'est ainsi. Ils n'éprouvent plus de difficultés pour se chauffer l'hiver, ni pour se nourrir. Et si un jour ils ne savent plus traire ni faucher, alors ils recommenceront par le début...

Fred

LE TOURISME OU LA MORT ?

DIVAGATION DANS LE QUEYRAS



Le Queyras est formé par les huit communes d'Abriès, Aiguilles, Château-Ville-Vieille, Arvieux, Ristolas, Molines-en-Queyras, Saint-Véran et Ceillac, qui accueille désormais des dizaines de milliers de visiteurs, l'économie étant majoritairement liée au tourisme. Saint-Véran, petit village de 250 habitants, jouit d'une certaine publicité de par son aspect « authentique », en plus d'être proclamé « plus haut village d'Europe »...

L'histoire déroulée ici fait écho à celle de tant d'autres espaces montagnaux administrés en vue d'entretenir l'industrie touristique. Les rapports sociaux ont été radicalement transformés lors des deux derniers siècles, les modes de vie bouleversés, et une nouvelle économie a pris forme peu à peu. Étudier cette évolution, à travers les cas de Saint-Véran et du Queyras en général, c'est aussi introduire une analyse critique du système touristique, de ses tensions et des nouvelles formes d'exploitation qu'il engendre. L'accent sera porté sur l'époque moderne, à partir du milieu du XIX^e siècle jusqu'à l'époque actuelle, pour entrevoir les mécanismes du passage d'une civilisation agrosylvopastorale à une société de consommation des loisirs. Il ne s'agit pas de blâmer quiconque, car il est difficile de ne pas être esclave de ce qui nous fait vivre. Encore moins de vanter un mode de vie aujourd'hui disparu, dont nous aurions bien du mal à saisir les joies et les peines.

Sept mois d'hiver, cinq mois d'enfer

Le Guil, rivière qui prend sa source au pied du mont Viso, a parachevé l'érosion glaciaire de la vallée du Queyras en creusant de profondes gorges, qui ont pour longtemps rendu l'accès à ces vallées long et périlleux. Historiquement lié au Briançonnais, au Val di Susa, à Pragelato et à Casteldelfino, le Queyras jouissait d'une autonomie relative depuis la signature de la charte des Escartons, en 1343, jusqu'à la Révolution française¹. Pendant cette

1 L'abolition des privilèges entraîna la fin des usages communautaires en instaurant un État central

période, les habitants et habitantes, dont l'organisation sociale était épargnée par la féodalité, étaient déclarés « francs et bourgeois », c'est-à-dire ayant droit de propriété et de gestion des communaux². Les Queyrassins ont développé un mode de vie quasi autarcique où l'essentiel de l'activité agricole était concentré dans les quatre ou cinq mois les plus doux. Il fallait ainsi amasser assez de foin pour passer l'hiver et nourrir le bétail pendant les mois les plus froids. L'architecture de ces imposantes maisons était étudiée à cet effet. Le rez-de-chaussée, bâti en pierre et semi-enterré dans la pente, abritait la pièce de vie commune : l'écurie, où vaches, mulets et poules cohabitaient avec les êtres humains. La fuste, partie supérieure très ventilée construite en troncs de mélèze, permettait de faire sécher le foin et de le conserver pendant l'hiver³.

L'organisation sociale mêlait l'individualisme paysan aux nécessités de survie dans ce milieu montagnard très rude, et des *corvées* étaient régulièrement organisées. Ainsi, de nombreux aspects de la vie quotidienne étaient gérés collectivement, comme l'entretien des canaux, des forêts,

2 « *Le Dauphin ratifie toutes les libertés, franchises, privilèges, bons usages et coutumes du Briançonnais, soit qu'ils aient été concédés par lui ou ses prédécesseurs, soit qu'ils aient été admis ou usités ; qu'il abandonne toutes les redevances foncières que les Briançonnais lui doivent, qu'il les exonère de tous services féodaux, de toutes sortes d'impôts... qu'il leur reconnait ou concède des franchises personnelles et municipales assez importantes... et qu'il ne réserve, en quelque sorte, que les droits attachés à sa personne ou à sa dignité de Dauphin, moyennant une somme capitale de 12 000 florins d'or plus une rente annuelle et perpétuelle de 4 000 ducats.* » *La république des Escartons*, infokiosques.net

3 Collectif, *L'habitat du nord des Hautes-Alpes : patrimoine architectural et mobilier*, Association pour le patrimoine de Provence-Société d'étude des Hautes-Alpes, 1999.

la prévention des incendies ou encore les moulins et les fours, qui servaient à cuire le pain de seigle. Il y avait peu de cultures, essentiellement des pommes de terre ou des céréales ; des formes de solidarités devaient exister pour permettre à toutes les familles d'avoir de quoi se nourrir. L'élevage paraît donc essentiel à la survie dans ces hautes terres, pour obtenir du lait et du fromage, et de la viande, conservée dans des saloirs. Le riz issu de la contrebande venait compléter cette maigre alimentation.

Zone frontière, le Queyras était régulièrement traversé par les armées, qui se servaient dans les réserves péniblement constituées par les paysans. Les guerres de Religion impactèrent aussi la vie quotidienne. Les nombreux cols étaient empruntés par les contrebandiers ou les saisonniers, souvent italiens, qui venaient aider au foin ou à la garde des brebis moyennant gîte et couvert. De nombreux colporteurs partaient des villages pour aller vendre en ville le petit artisanat confectionné pendant les longues soirées d'hiver. Des Queyrassins ont émigré dans des villes comme Marseille ou Lyon, en Espagne, parfois même en Amérique latine. On a bien souvent l'image d'un pays replié sur lui-même, mais le Queyras a été traversé de toute part et de tout temps. Au début du XIX^e siècle, des visiteurs arrivent d'Europe du Nord. Héritiers de grandes fortunes, ils font leur *Grand Tour* en visitant différentes places. C'est là l'origine du mot « tourisme », et du phénomène⁴.

⁴ *Voyageurs suisses et anglais dans le Queyras (1820-1830)*, Textes de F. Neff, W.S. Gilly, W. Beattie, A. Bost réunis et commentés par Jean-Gérard Lapacherie, éd. Transhumances, 2013.

La conquête des cimes

Dès le milieu du XIX^e siècle, des aristocrates entreprennent de gravir les sommets. Anglais pour la plupart, ces premiers alpinistes sont accompagnés de chasseurs, de contrebandiers ou de bergers qui les guident dans leurs ascensions périlleuses. C'est l'époque des « grandes premières ». Les pics sont escaladés afin d'y apposer son nom ou son drapeau. Se forment alors les premiers clubs alpins, d'abord en Angleterre, puis en France et en Italie. Progressivement, cette pratique se démocratise, et tous les sommets sont conquis par ces colonisateurs d'un genre nouveau. Ils ne trouvent plus dans les Alpes de quoi assouvir leurs ambitions et choisissent l'Himalaya comme nouveau terrain de jeu. Mais leur passage laissera des écrits et des traces qui popularisent, dans les classes sociales supérieures, les régions de montagnes reculées et relativement ignorées.

Dans les décennies qui suivent, l'alpinisme se diversifie, et de nombreuses personnes sont attirées par les hauteurs, documentées par leurs prédécesseurs, dont les gravures et descriptions forgent un nouvel attrait pour la montagne. Ainsi, c'est tout un imaginaire qui se transforme. Ces territoires considérés comme dangereux, rudes, peuplés de rustres paysans et jusqu'alors dénués d'intérêts se voient explorés, documentés, admirés par des personnes issues des classes aisées. Des émigrants ayant fait fortune reviennent au pays, construisent des maisons de style colonial, ainsi que les premiers Grands Hôtels, à Aiguilles et Abriès. Un syndicat d'initiative est créé en 1906, avec pour objectif d'organiser la venue des touristes. Au début du XX^e siècle, les habitants du

Queyras voient pour la première fois des skis, utilisés par des militaires à l'entraînement. Les Queyrassins l'adoptent comme moyen de déplacement, et la neige, autrefois vécue comme une chape empêchant le travail paysan, commence à revêtir un tout autre intérêt.

Des historiens et ethnologues documentent les savoir-faire et les modes de vie : des meubles, des outils et des vêtements sont ainsi acheminés au Musée dauphinois, dans le but de « *relier les habitants d'un pays à ceux qui l'habitent encore*⁵ ». Cette collecte amorce la muséification des modes de vie paysans. La révolution industrielle entraîne aussi une nouvelle structuration du territoire et de son économie : la mine de cuivre de Saint-Véran, dont l'exploitation date du Néolithique, rouvre ses galeries, et des bâtiments sont construits pour les ouvriers. L'industrie textile prend de l'ampleur, notamment dans le Guillestrois, région voisine du Queyras. Une partie de la population voit ses revenus augmenter par la vente de sa force de travail, tout en poursuivant une activité paysanne. Cette période faste prendra fin avec la Première Guerre mondiale, qui amputera la région d'une partie de ses habitants.

⁵ *Parc régional du Queyras*, guide Gallimard, p.60. Une salle entière du musée est consacrée aux gens de l'Alpe ; son créateur, Hipolyte Müller, ayant collectionné une quantité impressionnante d'objets du Queyras. Il a aussi œuvré pour que le village soit reproduit lors de l'exposition universelle de Grenoble, en 1925.

Vive les vacances !

Le tourisme poursuit son développement dans la période de l'entre-deux-guerres. Les « loisirs » prennent leur essor, notamment avec l'apparition des congés payés. Cette mesure sociale entraîne des millions de prolétaires vers le littoral ou la montagne, véritable soupape de sécurité qui permet aux ouvriers de se divertir quelques jours avant de retourner courber l'échine pour enrichir leurs patrons. Le capitalisme a besoin d'un « dehors » afin de maintenir l'exploitation dans les grands centres de production. C'est le début du tourisme de masse, et des infrastructures sont construites à cet effet. Une nouvelle industrie prend forme peu à peu, dont les applications dépendent des régions, de leur histoire et de leur disponibilité. Aussi, les vacances induisent une certaine temporalité. L'hiver et l'été sont les deux saisons choisies pour profiter du grand air, et les activités sont définies en conséquence : le ski,

la baignade ou la randonnée, selon la couleur blanche ou verte du paysage. Ce ne sont pas seulement les vacanciers qui se voient imposer ce rythme lié aux saisons : c'est le début de la pluriactivité pour les habitants des régions traversées, lesquels vont répartir leur force de travail selon la fréquentation touristique.

L'aménagement touristique du Queyras, après les balbutiements du début du xx^e siècle, revêt quelques particularités.



Ci-dessus : Colporteur

Les créations d'infrastructures nécessitent parfois l'accord des habitants, qui bien souvent prêtent gracieusement les alpages. Il est probable que l'usage communal des terres ait limité les possibilités d'investissement pour des personnes extérieures à la région⁶. C'est dans ce contexte que les premières stations de ski apparaissent à Abriès et à Saint-Véran, dans les années trente, impulsées par des investisseurs souhaitant développer le tourisme de luxe dans la région. Des hôtels et des chalets réservés à une riche clientèle sont construits, la « jet-set parisienne » s'y retrouve, la réputation de ces villages est consacrée. Un mélange de Suisse et de Côte d'Azur, les infrastructures de masse en moins, de paisibles séjours dans des endroits tout à fait charmants au cœur des Alpes « vraies ».

Ce développement est stoppé net par la Seconde Guerre mondiale. Frontalier avec l'Italie, le Queyras subit de plein fouet ce conflit. Des hameaux entiers sont détruits ou occupés. Après-guerre, la reconstruction commence. L'exode rural est important, réduisant à peau de chagrin la population de ces villages déjà dévastés. En 1950, l'État décrète la zone « témoin agricole ». Une nouvelle artillerie se met en place, recyclant l'industrie de la guerre. Aux mots d'ordre « il faut sauver l'agriculture de montagne », c'est un bataillon de 200 motofaucheuses qui débarquent dans les champs. Bien accueillis par la population, réalisant le travail de sept ou huit personnes, ces instruments ne peuvent vaincre la montagne. En juin 1957, une pluie fine s'abat pendant plusieurs jours et gorge la terre d'eau. Un vent chaud en altitude accélère la fonte des neiges. Ce sont

de véritables coulées de boue qui dévalent les versants, les torrents grossissent à vue d'œil. Tout le monde pense que « ça va s'arrêter demain ». Ça ne s'arrêtera pas. Des villages entiers, comme Ceillac ou Ristolas, sont submergés, des habitations détruites, des ponts arrachés, des routes complètement inutilisables ; l'agriculture ne s'en remettra pas. Cette fois-ci, ça y est, le Queyras est connu de tous, on en parle à la radio et à la télévision, et la « solidarité nationale » se met en place. La région reçoit une certaine somme et des bras ; de nouveaux tunnels sont créés pour sécuriser les routes ; les villages sont reconstruits. Les moulins quant à eux, qui produisaient la précieuse farine pour faire le pain, ont pour la plupart disparu. Cet épisode dramatique finira d'achever ce qui fondait les communautés villageoises : la survie. Les transformations sociales en seront d'autant plus rapides, et la bascule s'opère inexorablement de l'agriculture au tourisme.

Zonage des territoires

Comme de nombreuses zones rurales, le Queyras arrête sa déshérence dans les années soixante, et la désertification se stabilise. La plupart des habitants, en tout cas ceux qui restent, se tournent progressivement, et résolument, vers l'accueil des touristes. Les crues de 1957 ont accéléré ce processus, mais elles ne sont pas les seuls facteurs de cette transformation économique. Ainsi, des écuries se transforment en bar, avec parfois les vaches en arrière-plan ; ici ou là, on commence à donner des cours de ski, en poursuivant son activité paysanne pendant les périodes douces ; ailleurs, on transforme sa grange en boutique, on fait visiter, et dans les

⁶Nadine Vivier, *Le Briançonnais rural aux XVIII^e et XIX^e siècles*, éd. L'Harmattan, 1992, p.260.

moindres rencontres se profilent des possibilités marchandes. Les pratiques ancestrales perdurent mais relèvent du folklore, une réminiscence d'un monde révolu qui remplit son rôle d'attraction auprès des touristes. Tout cela cohabite néanmoins avec des pratiques agricoles : les pâturages sont exploités par des troupeaux du coin ou en transhumance (au passage, ça entretient les pistes de ski), quelques cultures persistent dans les champs. Globalement, les familles de paysans, possédant terres et immobilier, ont de multiples possibilités de reconversion dans les affaires touristiques. Il y a aussi une certaine disponibilité au commerce de l'artisanat, une tradition tout à fait exploitable. En tout cas, l'attrait de la modernité est implacable, et c'est avec un certain volontarisme que les habitants troquent un mode de vie lié aux dispositions de la nature contre une situation économique plus confortable.

Ainsi un tourisme « doux » s'installe. Ici, pas de stations de ski de « troisième génération », symbolisant la colonisation tou-

ristique. Toutes sont à taille « humaine », l'habitat est plus ou moins conservé, et la gestion des affaires est communale. C'est aussi le début d'un repeuplement des campagnes, le fameux *retour à la terre* des années soixante-dix, mais, comparées à d'autres régions, les installations de « néos » sont peu nombreuses dans le Queyras. De manière générale, toutes ces initiatives suivent la structuration capitaliste de la société et peinent à infléchir la courbe démographique. Le dépeuplement semble être la condition de la possibilité du développement du tourisme. Une zone proprement touristique se doit d'être inhabitée, ou habitée dans le but d'alimenter cette économie spécifique.

Les organismes d'État accompagnent cette mise en valeur et développent le concept de « station-village ». En 1966, un syndicat intercommunal est créé afin de définir une cohérence aux nouvelles orientations du territoire, puis le parc régional du Queyras fait son apparition, en 1977. Cette institution, dont les fon-



Maison queyrassine

dements sont issus du nouveau concept de développement durable, est censée combiner l'aménagement touristique et le régime agropastoral. En réalité, les bergers sont bien assujettis et intégrés à l'appareil touristique. En plus d'être un dispositif de gestion, le parc régional est un label, une « marque » pour le territoire et garantit une certaine publicité. La sincérité de quelques élus ou travailleurs est vite écrasée par la bureaucratie, le rythme des saisons et les coupes budgétaires.

Les maisons saint-vérannaises ont peu à peu perdu leur usage paysan et ont été réaménagées pour en faire des logements meublés loués à la semaine. Les fustes, qui permettaient de stocker le foin, accueillent dorénavant des appartements. La plupart des habitants ont monté des « affaires » : des restaurants, des locations de skis, des magasins de sport, des hôtels, des gîtes... Si les villages gardent cet aspect rustique, c'est pour mieux se vendre. On conserve l'apparence. Régulièrement, des projets de construction d'hôtels, d'agrandissement des stations ou d'enneigement artificiel provoquent quelques polémiques.

La montagne se quadrille ; la terre, l'eau et les airs sont parcourus par des touristes, des sportifs, des locaux qui s'adonnent aux nouveaux loisirs que leur offre la société moderne. La montagne, les éléments qui la composent et les êtres qui l'habitent sont « mis en marchandise » ; ce sont les formes du monde (un canyon, une pente rocheuse, une rivière, la neige) qui sont mises à profit par la logique touristique, laquelle fait espérer quelque plus-value. Tout devient alors imaginable, jusqu'à déployer des moyens hors mesure afin de recréer un élément disparu, et donc inexploitable désormais, comme l'enneigement artificiel des pistes de ski.

« Queyras À la hauteur de l'essentiel »

Tout un programme ce slogan des offices du tourisme. On y retrouve les deux notions qui forgent la réputation de cette région. Une certaine altitude, ainsi qu'une promesse de retour aux choses simples.

Si le tourisme a « sauvé » ces territoires paysans d'un dépeuplement certain, il aura achevé l'agonie de ce qui en constituait les particularités. Souvent l'on oppose le tourisme « doux », comme celui du Queyras, au tourisme de masse ou industriel des stations balnéaires ou des grandes stations de ski. Cette différenciation est liée, d'une part, à l'évolution historique des régions et de leur attrait, d'autre part, au zonage économique exercé par l'administration. Un décret peut « protéger » un territoire et en sacrifier un autre. En réalité, si les exploitations liées au tourisme diffèrent, c'est parce qu'elles s'entretiennent l'une l'autre. D'un côté, les infrastructures se développent pour vendre toujours plus l'accès aux loisirs et à la montagne aux différentes classes sociales. De l'autre, il est nécessaire de conserver certains aspects et de béatifier la « nature » pour faire rêver. La « *puissance d'enchantement de l'industrie touristique repose sur sa capacité à faire oublier son caractère précisément industriel*⁷ ». Si le tourisme fait système, c'est qu'il a permis de coloniser les zones de montagnes avec l'économie de marché. Soit en s'imposant, soit de la propre volonté des habitants.

Si l'heure n'est plus à la création de grands ensembles comme dans les années soixante-dix, le tourisme se ramifie, notamment avec les apports techno-

⁷Rodolphe Christin, *L'usure du monde, critique de la déraison touristique*, éd. L'échappée, 2014.

logiques : balades connectées et vélo avec assistance électrique rendent possibles des formes nouvelles d'exploitation. Des applications sur téléphone permettent même de reconnaître les plantes. Les métiers de « pleine nature » liés au tourisme sont perméables à la technologie numérique. De même, de nouveaux services offrent des séjours « à la demande ». Avec la location par internet, les offices de tourisme perdent la main sur les locations de meublés, qui se développent de manière « sauvage », en attendant que l'administration régularise ces nouvelles ramifications. Les sports de pleine nature induisent aussi un culte de la performance. De nombreuses personnes vont en montagne avec un objectif : gravir tel sommet, réaliser tel tour, descendre telle rivière, etc. Ces séjours courts, parfois le temps d'un week-end, enrichissent les palmarès et les discussions au travail.

Ces différents aspects interrogent sur le rapport aux espaces traversés et l'attention portée aux populations, humaines ou non, qui les habitent. La temporalité réduite des séjours ne permet pas réellement de se questionner sur les milieux visités, ni d'établir des liens et des rencontres qui permettraient aux touristes et aux hôtes de sortir de leur condition. Avec la « crise écologique », de plus en plus de personnes sont en recherche de « nature » et de « sauvage ». La fréquentation des zones préservées va logiquement aller en augmentant. Cet « appel du dehors », réaction saine aux modes de vie nés de la logique du capital, nécessite d'être entendu et tend vers des expériences nécessaires à la survie psychique de la plupart d'entre nous : « *La wilderness [la nature sauvage, NdA] nous fournit l'illusion d'une échappatoire aux tracas et aux*

*difficultés du monde dans lequel notre passé nous a consignés*⁸. » Mais ce n'est certainement pas par une « consommation de nature » que nous pourrions aller mieux. Les altérités auxquelles nous avons besoin de nous frotter ne se présentent pas sur commande, on ne peut les sentir proches qu'en passant des temps longs en montagne, non quadrillés par une activité de divertissement. Comment les montagnes peuvent-elles devenir autre chose que des zones échappatoires pour salariés qui n'en peuvent plus de leur quotidien ?

Le stress de la fréquentation

Aujourd'hui, le tourisme structure complètement le Queyras. Les vacances à la montagne sont chères et ne sont pas accessibles à tous. Le sens de l'hospitalité est devenu un accueil commercial. Les revenus des habitants sont étroitement liés à la fréquentation touristique, et leur moral est en fonction des courbes des offices du tourisme et du remplissage des plannings de location. Aussi, les mairies sont aux mains de ceux qui disposent du foncier et de l'immobilier, soit par héritage, soit par acquisition. Rien d'étonnant alors à ce que les plans locaux d'urbanisme et les projets adoptés par les municipalités aillent dans le sens des affaires, bien souvent au détriment de celles et ceux qui habitent ces villages à l'année. Les conflits sont d'ailleurs fréquents entre gestionnaires et administrés.

Néanmoins, des associations s'attachent à faire vivre ces lieux, à redonner du sens à des pratiques collectives. Des personnes font perdurer des savoir-faire autour de la paysannerie ou de l'artisanat et encou-

⁸William Cronon, *Nature et Récits, essais d'histoire environnementale*, éd. Dehors, 2016, p.150.

ragent les plus jeunes à s'installer ou à rester dans le Queyras. Mais la réalité est implacable, les maisons deviennent *secondaires*, les enfants préfèrent partir, celles et ceux qui restent reprennent les affaires familiales. Le rythme touristique est tel que l'essentiel de l'activité prend place en hiver et en été, l'intersaison est une saison morte. La vie quitte peu à peu ces villages. Les possibilités d'installation sont conditionnées aux revenus et les maisons à la vente avoisinent le million d'euros à Saint-Véran, village le plus cher du Queyras.

Les saisonniers, qui bien souvent ne sont pas du coin, louent des appartements à la saison ou à l'année, mais ne peuvent pas réellement s'installer sur le long terme s'ils le désirent.

Si le tourisme a répondu à la menace de désertification du début du xx^e siècle, il en résulte la même angoisse aujourd'hui. Est-ce que ces villages sont destinés à devenir des boutiques-musées, des lieux de résidence pour personnes aisées, des terrains de jeu traversés par des vélos électriques, des téléphériques et des voies d'escalades ? Est-ce que leurs habitants sont voués à vivre soumis aux rythmes touristiques ? Quel avenir pour le Queyras et ses habitants si la fréquentation baisse, si les affaires ne tournent plus ?

Il y a un réel attachement à cette région, à son histoire et à ses paysages, autant de la part des habitants que des touristes. S'il semble inimaginable de réintroduire réellement des pratiques paysannes dans

des milieux aussi rudes, il est opportun de rendre possible une culture commune entre hôtes et visiteurs, qui leur permette de sortir de leur condition et de se défaire des règles de la rentabilité. Aussi, sans prôner le retour à des modes de vie que peu d'entre nous ont connus, il est tentant de diversifier nos activités, de les autonomiser du système touristique et des rapports marchands. Les expériences passées nous montrent combien cela est difficile, tant tout est administré, quadrillé, géré et inté-

gré. Il est compliqué de développer des alternatives sans remettre en question et bouleverser l'exploitation liée au capitalisme, tant nos possibilités sont liées aux rapports sociaux entretenus dans la société marchande.

Néanmoins, il est possible d'imaginer des lieux d'accueil pour personnes en souffrance, tant les rebuts des logiques économiques sont nombreux et le besoin de *changer d'air*, omniprésent. Accueillir réellement, non

plus dans une optique de rentabilité, mais en développant nos pratiques d'entraide et de solidarité. Dans ce sens, le Queyras peut aussi s'ouvrir au-delà des frontières, s'offrir comme un lieu de refuge pour les populations fuyant les guerres et la misère. Explorer, non pas des traditions, mais avec des histoires particulières, des histoires de résistance, d'ouverture et d'autonomie.

Cyrille



ACTIVITÉS DE PLEINE NATURE

UNE MARCHÉ D'APPROCHE

La petite virée que nous allons faire sera un brin hésitante. Nos problèmes d'orientation n'échapperont pas au lecteur, car nous errerons entre plusieurs chemins, revenant parfois sur nos pas. Le premier tronçon se veut historique et se résumera à quelques généralités, dans lesquelles tous les habitants des reliefs ne se retrouveront pas forcément. Creuser le sujet de la défiguration de la montagne et de l'arrivée en grande pompe de la société de consommation pourrait faire l'objet, un jour peut-être, d'un article à part. De même, l'étape suivante, où il sera vaguement question de nature, d'environnement et de naturalisme, constituera un exercice périlleux – disons plutôt vertigineux, ce texte étant rédigé pour *Nunatak* –, car flirter avec des notions de philosophie sans rien y connaître n'est pas sans risque de chute... Enfin, nous terminerons notre petite course en parlant de ces métiers dits d'activités de pleine nature (APN), relevant du service ou du loisir, qui accompagnent souvent avec enthousiasme les grands projets infrastructurels, au cœur de vallées d'altitude ou de zones plus basses qui avaient réussi l'exploit de rester à l'écart du rouleau compresseur marchand. À la manière dont l'athlète accompagne les Jeux olympiques ou l'artiste, les grands projets de gentrification des quartiers populaires...

Mais déblatérons d'abord quelques généralités... Tout d'abord, nous aurons la délicatesse de ne pas commencer par la sempiternelle ode à la montagne comme espace de liberté. Si tant est que cela puisse signifier quelque chose, nous n'y décelons rien d'autre qu'une esthétique qui ne nous avance pas beaucoup. Il est, de plus, franchement compliqué de voir en quoi les régions à la topographie accidentée auraient été moins souillées par le déferlement du capitalisme. Si elles en ont été préservées, cela n'a été que temporairement : il n'a guère fallu plus de deux générations pour rattraper le retard sur la plaine et priver les populations des

savoirs qui leur assuraient une autarcie relative. La densité de caméras ou de vigiles est plus basse qu'en ville certes, mais le tissu social n'en est pas moins quadrillé et soumis aux mêmes impératifs que dans le reste du village global.

Avec la répression des modes de vie traditionnels, relégués à de simples pièces de musée, à des souvenirs d'une époque dépassée où les habitants des versants ne dépendaient pas d'un supermarché pour se nourrir et de came estampillée pour se soigner, c'est tout un système autarcique qui a été bouleversé et une génération de l'exode qu'il a fallu remplacer.

À défaut d'être habitées, les montagnes sont devenues l'arrière-plan devant lequel le scénario d'une nouvelle économie va se dérouler. La machine à faire décompresser les masses qu'est le tourisme s'est substituée à une certaine harmonie que cristallisait la ferme d'altitude avec son milieu environnant. Mais ne nous emballons pas dans des envolées sur des temps anciens que nous connaissons peu et ne cédon pas à cette habitude, pénible mais tenace, qui consiste à camoufler le vide de nos propositions derrière de la poésie, l'air de rien. Il s'agit ici de pointer l'interaction complémentaire entre les besoins des communautés et le milieu naturel, rien de plus. Cette complémentarité n'est d'ailleurs pas une spécificité montagnarde, et la souligner n'est pas une manière de chanter des temps idylliques d'épanouissement individuel et collectif vers lesquels il nous faudrait retourner. Une fraction de l'historiographie révolutionnaire part du présupposé que c'était mieux avant : au sein des communautés villageoises du Moyen Âge ou des groupes de chasseurs-cueilleurs du Paléolithique, et pourquoi pas au sein des communes de brontosaures du Jurassique... L'absence de sources se comble par une surinterprétation aux odeurs de charlatanerie de gauche plus ou moins radicale. N'en déplaise aux équadés, il s'agit d'âneries dont ce texte ne se fera pas le relais : on imagine bien qu'une vie de paysan montagnard passée à lutter contre des pentes enneigées la moitié de l'année contient sa dose de pénibilité, sans parler des hernies discales. Mais elle nous intéresse dans le sens où la vie et la survie n'étaient pas uniquement fondées sur l'exploitation, la spécialisation et l'aliénation laborieuse, la destruction du milieu...

Protégés par les caprices de la tectonique qui y ont érigé de véritables forteresses naturelles, les modes de vie et les savoirs ancestraux avaient toutefois mieux résisté en montagne au torpillage marchand, mais l'offensive des Trente Glorieuses a eu raison des derniers acharnés.

De tout temps, la topographie a dissuadé les envahisseurs, protégé les habitants, et servi de refuge aux fuyards de toujours. Les montagnes ont servi de rempart aussi bien contre les armées romaines que contre les dragons de Louis XIV ou les assauts de la marchandise. Elles ont été les alliées des guérilleros espagnols qui, après la victoire de Franco, traversaient les Pyrénées pour frapper le régime dans les grandes villes, avant de s'éclipser de nouveau dans les versants. Mais avec l'avancée technologique ces barricades sont devenues de plus en plus facilement aménageables et contrôlables : les migrants subissant les assauts des gardes-frontières à 2 000 mètres d'altitude ne nous démentiront pas à ce sujet.

L'économie boostée par la reconstruction d'après-guerre a permis, et rendu accessible, à l'immense classe moyenne la ruée vers l'or blanc. Les stations dites de troisième génération ont poussé ex nihilo, dans des vallées d'altitude où la présence humaine se limitait à quelques bergers durant la période estivale. L'équilibre, certes très relatif, entre les habitants et le milieu environnant a été supplanté par l'exploitation à outrance de ce dernier, dans la droite ligne de la logique mortifère que symbolisent à eux seuls les canons à neige. Bref, la nouvelle économie du service et du tourisme a déferlé et fait naître avec elle son lot d'entrepreneurs petits et gros, mais pour la plupart d'accord sur un point : après eux, le déluge...

Alors, la montagne, un espace de liberté ?

Pour les agences de pub et les offices du tourisme certainement, mais probablement pas pour les habitants... Qu'entendent donc par là nos louangeurs des alpages ? Peut-être ce qui a attiré ou fait rester nombre d'entre nous sur ces hautes terres : un certain besoin d'espace et de souffler. Entre échapper à l'ambiance stressante et énergivore des grandes villes, renouer avec des pratiques que la marchandise s'emploie à faire disparaître depuis des décennies, s'accorder quelque temps d'un break contemplatif parfois indispensable, venir s'opposer aux nuisances des projets de développement, chacun y trouve sa raison. La pression sociale n'y est pas différente, mais les espaces préservés sont encore un petit peu présents. Cette préservation ne concerne – et très relativement – que la faune et la flore. Quand on doit jongler entre les propriétés privées, éviter de se retrouver trop près des stations de ski, glaner du bois ou réaliser des cueillettes dans les mêmes conditions qu'un vol à l'étalage, on comprend vite que l'espace de liberté a du plomb dans l'aile et qu'on ne le chantera que d'une voix bien enrouée. Toutefois, le simple fait que nombre d'espèces, notamment animales, trouvent dans la montagne un refuge temporaire nous montre qu'il n'est pas infondé de parler de zones encore préservées. À défaut d'être une volonté délibérée du capitalisme, l'extermination des espèces les unes après les autres est une condition de son développement. Une cartographie de la biodiversité correspond donc à une cartographie de zones épargnées par les infrastructures des entreprises. À quelques exceptions

près, comme les déserts, ces zones se trouvent en montagne.

Pourquoi introduire dès lors le sujet de l'environnement et de sa préservation dans ce texte sur les activités de pleine nature ? Le lecteur sourcilleux et las risque de crier au hors-sujet. Alors autant préciser les raisons de cette écodigression. La préservation de l'environnement est un sujet qui prête à confusion tant elle est centrale dans la tête de ceux qui rêvent d'un capitalisme qui soit vert, et absente de celle de ceux qui veulent, non pas le repeindre, mais bien le détruire. Les premiers ne comprennent pas que nos modes de vie contemporains ne peuvent se passer d'une consommation à outrance qui, verte ou non, ne peut que ruiner la planète. Une partie des seconds vivent dans une telle phobie d'être confondus avec les premiers qu'ils en ont banni tout choix écologique dans leur quotidien : la posture ramène toujours son lot de tics et de clichés. Vouloir abattre le capitalisme est une chose, et on peut parfaitement privilégier des luttes n'ayant rien à voir avec l'environnement. Mais faire la révolution n'est pas qu'une histoire de baston : nous ne la ferons pas lorsque nous ne serons plus qu'une masse de zombies cramés par les UV et le réchauffement climatique, et perfusés à la bouffe industrielle. Au final, le problème est avant tout d'ordre pratique : se battre nécessite a minima d'être vivant. Nous ne le serons pas lorsque nous en aurons terminé avec la biodiversité et les derniers équilibres écologiques.

Faire des choix écologiques dans son quotidien, ça ne veut pas dire rejoindre la mouvance citoyenniste, mais plutôt tenter d'échapper à un cynisme qui nous rapproche dangereusement des entrepreneurs évoqués plus haut. Cela ne consti-

tue pas une fin en soi, mais juste une tentative de ne pas mourir asphyxiés tout de suite. [Cela n'a rien à voir avec une idée de nature my(s)thifiée et défendue aussi bien par certains secteurs de l'extrême droite que par les primitivistes, réactionnaires par définition.] Vivre en montagne et avoir des activités ayant pour cadre le milieu naturel permettent de jeter un regard différent sur l'écologie au quotidien, loin de toute moralité ou de toute hypocrisie : on ne pollue pas son propre jardin sous prétexte que le capitalisme a transformé la planète en une gigantesque poubelle. C'est donc bien dans un réflexe de survie que côtoyer des milieux préservés invite à renouer avec des gestes d'écologie au quotidien, et non dans ce souci d'exemplarité qu'une certaine morale politiquement correcte cherche à nous inculquer. L'écologie au quotidien telle que nous la vend le système est l'écologie de ceux qui en ont les moyens. Porter cette critique ne nous oblige pas à refuser tout geste écologique en guise d'alibi à une posture plus radicale.

La stratégie consistant à désigner la population comme responsable de la pollution à grande échelle de la planète a du bon : est coupable le chômeur avec son vieux véhicule diesel ; l'industrie passe aux oubliettes. C'est pourtant bien cette dernière qui menace aujourd'hui dangereusement les dernières zones préservées de son influence. Avec les développements de l'écotourisme et la volonté de développer les activités en montagne quatre saisons par an plutôt qu'une seule, cette même industrie s'emploie à bouleverser ce qu'il reste des équilibres fragiles qui se sont constitués. C'est l'industrie de la détente qui sera ici à l'honneur. Tout un secteur de cette dernière est dédié à amener les

flots de touristes, véritables soiffards de l'aventure, là où la présence humaine était suffisamment discrète pour que certains équilibres puissent à peu près se maintenir. Tous les acteurs de ces activités de pleine nature ne sont pas identiques dans leur rapport à l'argent-roi. Mais nombre d'entre eux ont la même conception du milieu que les industriels les plus traditionnels : une ressource dans laquelle on peut taper à merci, un atelier au service de l'homme et de son compte en banque. D'un côté, la demande d'activités à sensation va augmentant dans une société de plus en plus stressée ; de l'autre, la multiplication de ces activités dites de pleine nature assure un quadrillage de l'espace jamais vu auparavant. Les airs sont colonisés par les parapentes ou par ces athlètes que sont les pilotes de drone ; les parois sont les domaines des grimpeurs et autres amateurs de via ferrata, tandis que les groupes de randonneurs et les adeptes du canyoning s'assurent qu'aucun des derniers recoins n'échappe au piétinement des hordes d'aventuriers. Certaines de ces activités ont littéralement explosé ces dernières années – on pense en particulier à la lucrative activité de canyoning, dont l'impact sur le milieu est indiscutable : nombre de ces vallons encaissés parcourus de cours d'eau sont passés d'une fréquentation nulle il y a trente ans à des files ininterrompues de chasseurs de sensations, *go-pro* fièrement dressée sur le casque, convaincus par le marketing des bureaux de guides pour vivre l'aventure au milieu d'une queue leu leu en combinaison néoprène.

L'auteur de ces lignes ayant lui-même trimé dans de telles structures, il n'a pu que constater la schizophrénie dans laquelle se trouvent plongés nombre d'acteurs des activités de pleine nature (APN).

L'intitulé même de cette branche du business sportif prête à confusion. Le cadre « nature » des activités proposées suggère une adéquation entre la protection de l'environnement et les passe-temps proposés. Si effectivement on n'est pas un grand pollueur à faire de la randonnée ou une sortie en haute montagne, le caractère de plus en plus massif de ces activités en rend certaines assez juteuses. Et là où le gros chiffre d'affaires devient possible, la mentalité du petit gestionnaire qui voit grand, obsédé par la rentabilité à chaque instant, devient majoritaire... Expliquons-nous un peu mieux. Nous sommes nombreux à nous retrouver dans la nécessité de travailler. Au risque de ne pas passer pour prolétaire, on peut tenter la gageure de concilier cette nécessité avec une activité dans laquelle on trouve un minimum d'intérêt personnel... Nombre de personnes se lançant dans les formations délivrant à la clef les diplômes permettant d'encadrer des activités de pleine nature sont, au départ, des passionnés de ces différentes disciplines : escalade, randonnée, parapente, etc. En dehors de quelques vautours de naissance, cette passion pour l'activité de plein air est difficilement séparable du milieu dans lequel elle se déroule. Une grande partie des professionnels des APN s'intéressent donc aux logiques écologiques et géographiques qui ont forgé le milieu dans lequel ils évoluent. Nombre d'entre eux n'ont pas forcément le même genre d'ambition que les diplômés d'école de commerce. La montagne n'ayant pas toujours été l'espace hyper fréquenté en toute saison qu'il est aujourd'hui, bien des acteurs des APN ne s'engageaient pas dans cette voie en pensant devenir riches. Depuis, la fréquentation de la montagne a augmenté, et

bien de nouvelles pratiques sont apparues. Plutôt que vivoter, on peut donc surfer sur cette pluralité des disciplines, rassembler des guides et autres intervenants au sein d'une même structure et s'embarquer dans une campagne agressive de publicité aussi mégalo que mensongère.

La diversité de l'offre en proposant maintenant pour tous les goûts, les programmes des bureaux de guides ressemblent à des catalogues où le capricieux vacancier en quête de rêve choisira l'activité ad hoc. L'armée de touristes est attendue de pied ferme : l'amoureux de la marine fera du canyoning ou de l'hydrospeed ; l'inconditionnel de l'infanterie opéra pour l'excursion pédestre en moyenne ou haute montagne, tandis que le parapente ou le saut à l'élastique n'attendent que le fanatique de l'aviation.

C'est donc désormais les derniers espaces où nous pouvons nous éclipser le temps de souffler qui sont dangereusement menacés par l'industrie du loisir. Les parcs nationaux ne ressemblent-ils d'ailleurs pas de plus en plus à des zones commerciales ? Les refuges de montagne ne ressemblent-ils pas de plus en plus à des hôtels ? L'hyperfréquentation devenant un problème, la seule réponse donnée est la sélection par le pouvoir d'achat. Comme dans les montagnes chiliennes, l'accès aux parcs nationaux sera peut-être un jour payant et l'ascension d'une paroi ou d'un sommet, obligatoirement encadrée par un professionnel... Les corporations regroupant les professionnels de la montagne, qui se plaisent à se nommer « syndicats », ne le verraient certainement pas d'un mauvais œil. Quant à ce qu'il reste d'habitants des zones montagneuses encore insoumis à la logique marchande, ils seront certainement un jour considéré

comme indésirable sur l'espace de vente que sont les versants, et priés de passer à la caisse pour fouler les pentes qu'ils arpentaient encore la veille.

Il ne s'agit pas ici de s'attaquer aux pratiquants, professionnels ou amateurs, d'activités de pleine nature, mais juste de pointer la logique dans laquelle, de gré ou de force, nombre d'entre eux se trouvent plongés. Cette même logique de massification et d'ubiquité des APN qui participe et achève le travail de quadrillage policier et marchand de l'espace... Dès lors, si s'opposer à un projet d'aéroport ou de ligne TGV est une lutte chargée de sens dès lors qu'on le refuse ici ET ailleurs, s'opposer à l'ouverture des derniers canyons aux flux touristiques ou à l'aménagement des dernières falaises ne l'est pas moins.

Bien des acteurs des APN se plaisent à relayer l'image de « beau métier » qui leur est prêtée. L'image décontractée et écolo est pourtant un leurre dans la plupart des structures. Tout comme le patron d'usine envoie en douce ses ouvriers se débarrasser de déchets industriels dans les rivières, les structures d'APN obsédées par le chiffre d'affaires doivent bien passer outre les contraintes de la préservation de l'environnement. La pilule passe encore mieux lorsque l'on s'est assuré du label « écotourisme ». C'est affublé de ce logo qu'une des structures pour laquelle j'ai travaillé envoyait à la pelle ses clients se divertir dans un canyon interdit à la pratique pour cause de pollution. Ce n'est

pas braver une interdiction préfectorale qui pose ici problème. Mais comme il a été souligné plus haut, se battre contre ce monde implique d'être vivant. Lorsque la sécheresse frappe et que les gorges parcourues de minces filets d'eau sont le refuge des derniers amphibiens, la responsabilité minimale d'un professionnel des APN « passionné par son métier et par le milieu naturel » consisterait à ne pas s'y rendre... La novlangue réconfortante est une exigence dans une société qui fonce droit dans le mur mais ne veut rien en savoir. Le commerçant se plie à cette

contrainte moderne comme l'État le fait pour défendre sa politique ou le

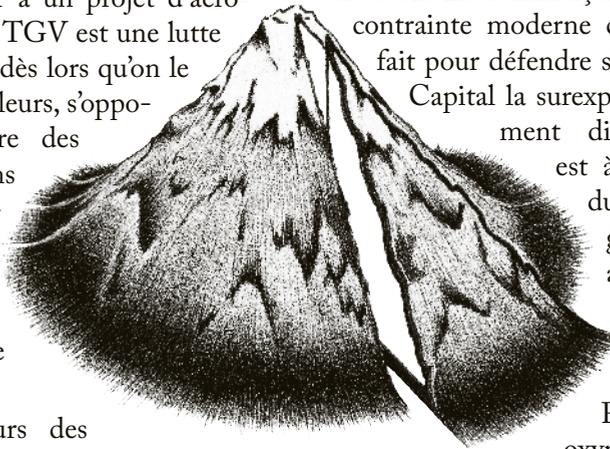
Capital la surexploitation. Autrement dit, l'écotourisme

est à peu près aussi durable que la guerre du Golfe a été propre ou les bombardements, humanitaires.

Faire passer ces oxymores dans le

langage courant... George Orwell l'imaginait, l'écotourisme l'a fait !

L'excursion touche maintenant à sa fin, et, comme c'était à redouter, nous nous sommes égarés. Alors, pour éviter ce genre de contrariété, soyez désormais (éco)responsables : sortez votre carnet de chèques.



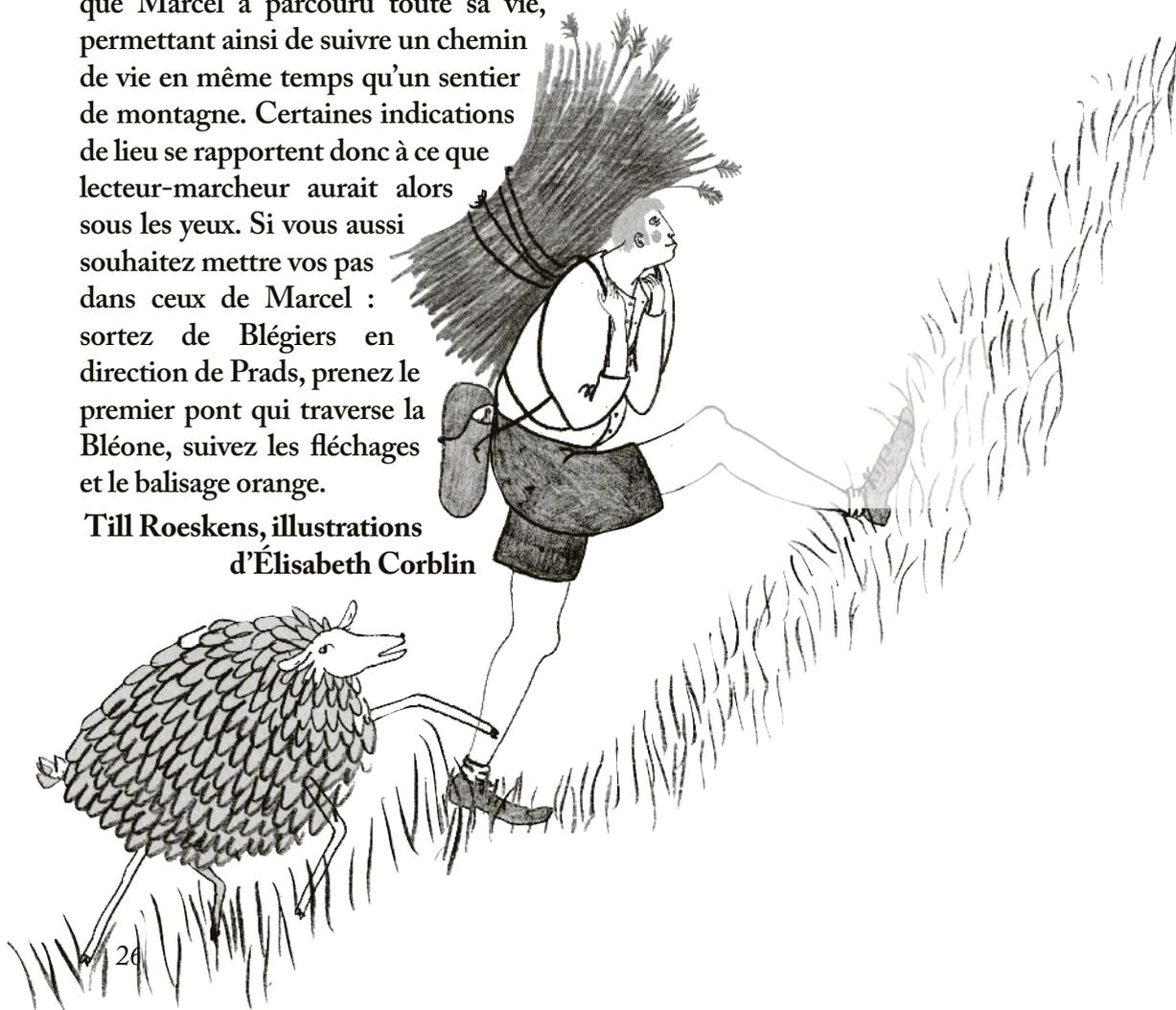
Andy Manché,
illustré par **Boris Pineau**

SUR LES PAS D'UN BERGER

HISTOIRE DE MARCEL

Le récit qui suit m'a été confié par Marcel au cours de plusieurs rencontres chez lui, à Blégiers, où je me trouvais dans le cadre d'une résidence au Cairn, le centre d'art de Digne-les-Bains. Si le texte est découpé en fragments, c'est que sa destination première était d'être imprimé sur 16 plaques installées au sol le long d'un chemin que Marcel a parcouru toute sa vie, permettant ainsi de suivre un chemin de vie en même temps qu'un sentier de montagne. Certaines indications de lieu se rapportent donc à ce que lecteur-marcheur aurait alors sous les yeux. Si vous aussi souhaitez mettre vos pas dans ceux de Marcel : sortez de Blégiers en direction de Prads, prenez le premier pont qui traverse la Bléone, suivez les fléchages et le balisage orange.

Till Roeskens, illustrations
d'Élisabeth Corblin



I Moi j'ai eu une vie simple. J'ai pas tant à raconter. Je partais le matin, avec le troupeau, je rentrais le soir – j'étais content quand il faisait beau, que les brebis mangeaient bien – et quand il faisait mauvais, je me disais : demain il fera soleil.

Mais dans le temps, tout le monde avait des bêtes par ici. À Blégiers, nous étions six ou sept qui avions des brebis. L'été, on les gardait à la montagne ensemble. Celui qui en avait beaucoup gardait plus, celui qui en avait peu gardait moins. Mais personne n'avait de gros troupeau ! Soixante, quatre-vingts. Pas plus. Eh bé, ils gagnaient guère !

Ils dépensaient pas beaucoup non plus. Ils auraient acheté quoi ? Il y avait rien.

Il y avait même pas la lumière !

C'est en 1936 qu'on a eu l'électricité, j'avais dix ans, je m'en souviens comme aujourd'hui. On était à l'autre maison là-bas, qui est détruite – vous voyez la trace des vieilles voûtes contre le rocher là-bas, juste en face, à l'entrée du village ? On vivait là, nous –, et un soir ils nous ont mis la lumière ; c'était un peu tard déjà, je me rappelle. Oh cette lumière qui était venue... Oh tout le monde... c'était la joie ! Une joie abominable.

Maintenant il n'y a plus de joie. Il n'y a plus de joie. Il y a de tout ! Et plus rien te fait rien. Oh putain depuis le temps qu'on la demandait, cette lumière !

II Vous avez vu : on est encerclés ! La roche, elle part là, elle remonte, elle fait le tour, elle reprend là... Et là on la voit pas, mais elle doit y être aussi, la roche. On est encerclés de roche ! Un vrai cirque. On se demande quand ça s'est formé, tout ça ! Heureusement que la Bléone a rongé, rongé, rongé, pendant des milliards d'années...

Mais moi, quand j'étais jeune, je voulais pas faire le berger. C'est juste à cause de cette putain de guerre de merde ! Moi j'aimais les langues, à l'école. Je voulais apprendre toutes les langues, faire l'interprète ! J'avais eu mon certificat d'études, en octobre j'allais rentrer au lycée à Digne – et en septembre la guerre a éclaté. Là, je suis rentré dans une autre affaire. Mon père est parti, mobilisé, et je suis resté seul avec ma mère, et pendant six mois on est restés sans nouvelles. Et chaque jour on entendait : Untel est mort, untel aussi, et chaque soir ma mère pleurait. À la fin on a su que mon père était prisonnier en Allemagne. Six ans plus tard il est revenu. En attendant, il y avait que moi pour mener le troupeau. Ça fait qu'à treize ans je me suis trouvé à faire le berger.

Heureusement que je connaissais le métier, déjà ! J'aurais été bien couillon. Heureusement que mon père, les jeudis et les dimanches, m'avait mené avec lui. Je connaissais la montagne. Sinon je me demande ce que j'aurais fait !

III Alors j'allais à Triey, où on avait une bergerie, à Contèche aussi, je montais par le pré Lantelme, par la Liéresse – je vous montrerai –, j'allais un peu là, un peu là-bas, et parfois ma mère me cherchait, parce que j'arrivais jamais. Parce que je faisais manger mes brebis le soir. Parce que les brebis, c'est pas le matin qu'elles mangent, c'est le soir ! Ah oui ! J'avais la passion quand même. [...]

IV Le plus mauvais, c'est le brouillard. Ça, c'est les plus mauvais jours. Brouillard et orage. Tant qu'il tonne pas, ça va encore. Mais quand tu vois l'éclair qui passe devant toi, oh la ! L'orage qui pète, c'est comme une guerre : Fuuuuut, l'éclair plonge, il passe, il serpente, il monte, il redescend, c'est fou ! Le plus bel orage de ma vie, j'étais à Boule, là-haut : de midi jusqu'à sept heures du soir il a tonné. C'était un 14 août. Depuis plusieurs jours il faisait bien chaud, mais tout restait calme. Midi arrive, je me mets sur la tête ronde là, je mange un morceau, je me couche pour la sieste... À un moment, il me semble que sur les oreilles il me tombe des gouttes. Je dis, qu'est-ce que c'est ? Je me dresse : Oh ! putain... depuis les montagnes de Prads là-bas, tout ce travers, il venait une bourrasque ! J'ai dit, cette fois nous y sommes. Je me mets sous le parapluie, et là ça commence. Et ça commence. Oh ! Pfff, l'orage c'est terrible. Il tourne là, il tourne, il tourne. Et les brouillards, quand tu vois qu'ils tournent, les brouillards... c'est mauvais. Jamais j'ai revu un orage pareil. Des fois je regardais par-dessous mon parapluie : Brrrrrm, tonnerre !

Mes brebis bougeaient pas. Elles se mettaient bien la tête l'une sous l'autre. Mais mon beau-père, qui gardait au Puy, on a su après que ses brebis s'étaient mises à filer. Jamais il faut filer sous l'orage. Si vous déplacez l'air, ça attire le tonnerre ! Ses brebis avaient attiré la foudre, il en est mort vingt-cinq, et le père de Simone est resté ébloui. Ils l'ont trouvé le lendemain. Toute la nuit il est resté sans rien voir, à sentir ses brebis à côté de lui.

V Pire que les orages : on a eu les Allemands. J'avais dix-sept ans quand ils sont arrivés. Ils voulaient nous expédier chez eux là-bas, pour travailler. Alors beaucoup partaient se cacher dans les montagnes. Moi je pouvais pas laisser ma mère toute seule. Mais d'une façon ou d'une autre, on était tous réfractaires. Et quand le bruit courait que les Allemands allaient passer, les vieux nous disaient : Allez, allez, les jeunes, faites un tour ! On prenait la musette, on montait à la bergerie de Contèche.

Une fois je me souviens, arrivés là-haut, je sais plus si c'est moi ou un autre qui a dit : T'é, si on allait au Moure ? C'est la grosse tête qui dépasse de la crête, juste en face de vous là. Pour y monter, faut savoir passer au bon endroit, par-derrière. Du Moure, on voit de partout ! Ah on voit bien ! On y a passé des moments ! Couchés dans l'herbe, on se roulait des cigarettes, et on restait longtemps, longtemps ; et avec nos jumelles, ce jour-là, on regardait tout ce qui se passait dans la vallée. Les Allemands s'arrêtaient à Blégiers. Ils tournaient dans le village. On regardait juste, juste à travers les herbes, pour pas se faire repérer. Et ça durait, ça durait. L'un de nous disait : Ils vont pas y passer la nuit quand même ! Et l'autre qui dit : Là, tu verras, on y est pour deux ou trois jours ! Oh ! je dis, c'est pas possible. Enfin, ils partent, mais vers le tard. Ils sont partis, mais de tard, tard, tard. Et on est redescendus au village.



VI Là, maintenant, on rigole, mais à ce moment on rigolait pas. Le soir du 25 juillet 1944, le jour de la fête de Prads, vers minuit, j'étais dans mon lit, à l'ancienne maison où nous restions avec ma mère ; d'un coup j'entends un camion qui racle le mur en bas. Brrrouh ! Un bruit ! Je dis : Qu'est-ce que c'est ? J'entends : Halte, halte ! Je dis : Oh putain, cette fois tu y es ! J'ai passé une paire de pantalons, une chemise, j'ai dit : Tu pars. J'allais passer par les écuries, par-derrrière, monter en colline, mais en chemin vite vite j'ai réfléchi, j'ai dit : Si tu fais ça... – j'avais entendu des histoires... – ta mère est là... qu'est-ce qu'ils vont lui faire ? Ils vont voir que ton lit est défait. Ils vont dire, qui c'est qui couchait là ? Vite j'y retourne, et je me recouche, déjà j'entends le bruit des bottes contre la porte. Pan !

Puis qu'ils montent les escaliers. Ils entrent dans la chambre. Avec leurs lampes électriques là, avec la mitrailleuse, ils étaient huit. Casqués et tout. Le premier me dit : Vous, maquisard ! Maquisard. Je dis non, je suis pas maquisard, je suis là dans le lit... j'aide ma mère, elle est toute seule... Ils me disent : Carte d'identité. Je me lève, je remets mes pantalons, et puis je cherche, je cherche, je trouve pas ma carte d'identité. Putain j'ai dit, cette fois tu es bon pour le service ! Ma mère se lève aussi. Elle cherche aussi. Ils disent : Un quart d'heure. Si dans un quart d'heure, pas carte d'identité... Et ils s'en vont. Ils s'en vont. Ils s'en vont. Mais ils avaient entouré le village, tu pouvais plus sortir là. Il y avait trois cents soldats. On cherche, on cherche, on cherche.

VII Enfin on la trouve, dans un tiroir, dans la cuisine. Et puis ils reviennent. Ils reviennent. Ils la regardent, ils discutent entre eux... Je comprenais rien, mais je voyais qu'elle leur plaisait pas trop, cette carte d'identité. Et ça durait ! Et de temps en temps : Vous, maquisard ! Dix-huit ans, maquisard. Tous maquisards ! D'un coup, ma mère leur dit : Son père est prisonnier chez vous là-bas, il pose le ballast pour les chemins de fer à la frontière polonaise. Et vous voulez encore y mener mon fils ? Alors menez-moi aussi, comme ça on y est tous ! Regardez cette photo, si vous voulez pas me croire, regardez !

Et ils ont vu, sur la photo de mon père, qu'il y avait le tampon du camp, du stalag. Et là ils ont eu comme un air de recul. Et ils sont partis.

Mais ils sont montés à Prads, et là ils en ont pris une quinzaine. Des jeunes qui faisaient le maquis dans une campagne au-dessus, au Serre, dessus la Favière. Comme cette nuit-là c'était la fête de Prads, ils avaient tous fait la bringue et couché au village. Les Allemands les ont pris tous ensemble, ils les ont fait monter à l'aire où ils restaient, ils les ont fait s'aligner devant le mur de la maison... et une rafale de mitrailleuse.

En partant, ils ont tout incendié. Si vous y allez, vous verrez encore les ruines. Et quatre ou cinq fermes qui ont brûlé cette nuit-là, sur toute la commune.

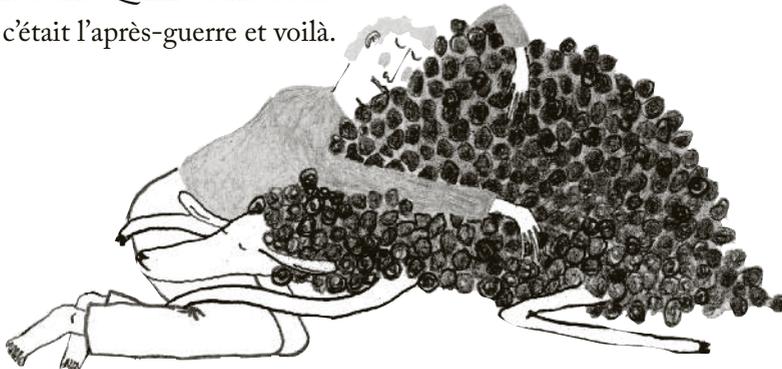
VIII Et ça a duré cinq ans, cette vie. Cinq ans de guerre. Pas loin de six. Six hivers. Il y en avait puis marre. Le troupeau allait de plus en plus mal. Le dernier hiver, comme on n'avait pas pu ramasser le foin, les bêtes n'avaient plus rien à manger. Il a fallu en vendre, déjà qu'on n'en avait point. C'est là que je me suis engagé avec un patron pour la transhumance.[...]

Et c'est moi qui suis parti avec Jules Boyer dans le Gard. Et je l'ai fait, puis pendant quatre ou cinq ans. De septembre à mai. C'était long ! Et payé rien du tout. Ma seule récompense c'était de pouvoir y mener mes bêtes.

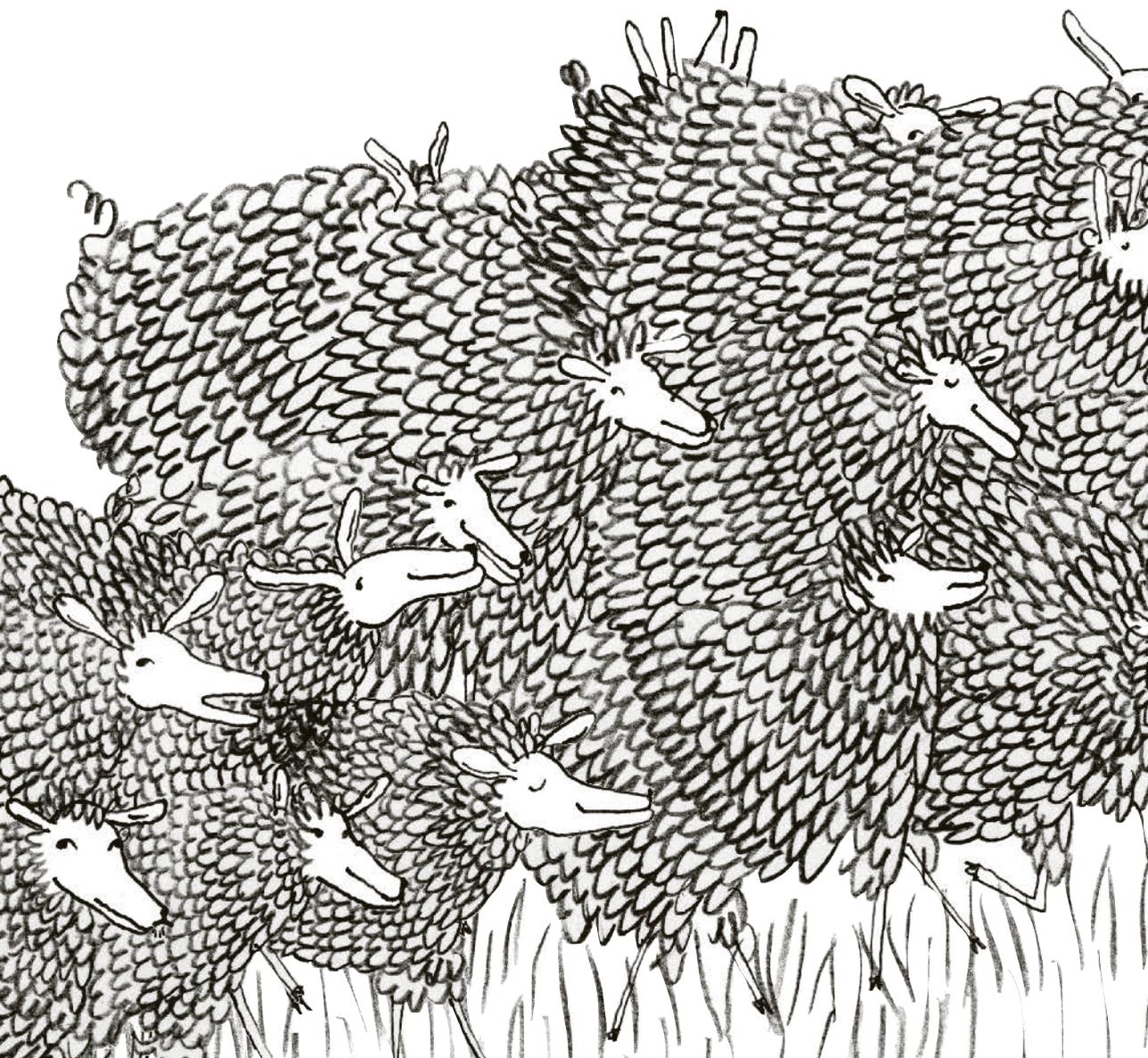
IX On partait à pied, avec quinze cents bêtes. Je marchais devant, et le patron derrière. L'âne portait nos manteaux et couvertures, parce qu'il faisait pas chaud, la nuit. Suivant les endroits, on pouvait faire un feu. On partait le 20 septembre. On passait par Le Brusquet, Malijai, Forcalquier, Apt, Saint-Martin-de-Castillon, Saint-Rémy-de-Provence... On passait par les petites routes... On mettait neuf jours pour arriver à Bellegarde. Et on marchait de l'aube jusqu'au soir, à la nuit. Même des fois à la nuit noire.

Je me souviens, au pont de Cavaillon... Si j'ai eu peur une fois, c'est ça. C'était nuit noire, et il pleuvait. On allait coucher dans la Durance, de l'autre côté du pont. Mais comme on est à la moitié du pont – il est long, le pont de Cavaillon, il était étroit à l'époque – j'arrive au milieu du pont, et là, en face... il arrive pas une colonne d'Américains. De soldats. Sur leurs camions. Hé ho ! ils chantaient, ils faisaient les cons là-dessus. Un bruit, un bruit ! Ils bouchaient le pont. À peine s'il en passait une, de brebis. Elles se sont affolées. Elles se sont retournées. Là j'ai eu peur. Avec les autres qui bourraient derrière. Moi je disais à ces cons d'Américains : Mais ne gueulez pas ! Bien plus ils gueulaient ! Ah quelle nuit ! On a bataillé un moment là. Et puis il pleuvait. Et ma foi, ils se sont puis arrêtés de faire les couillons, et petit, petit, petit on a passé. Une à une. Quinze cents bêtes.

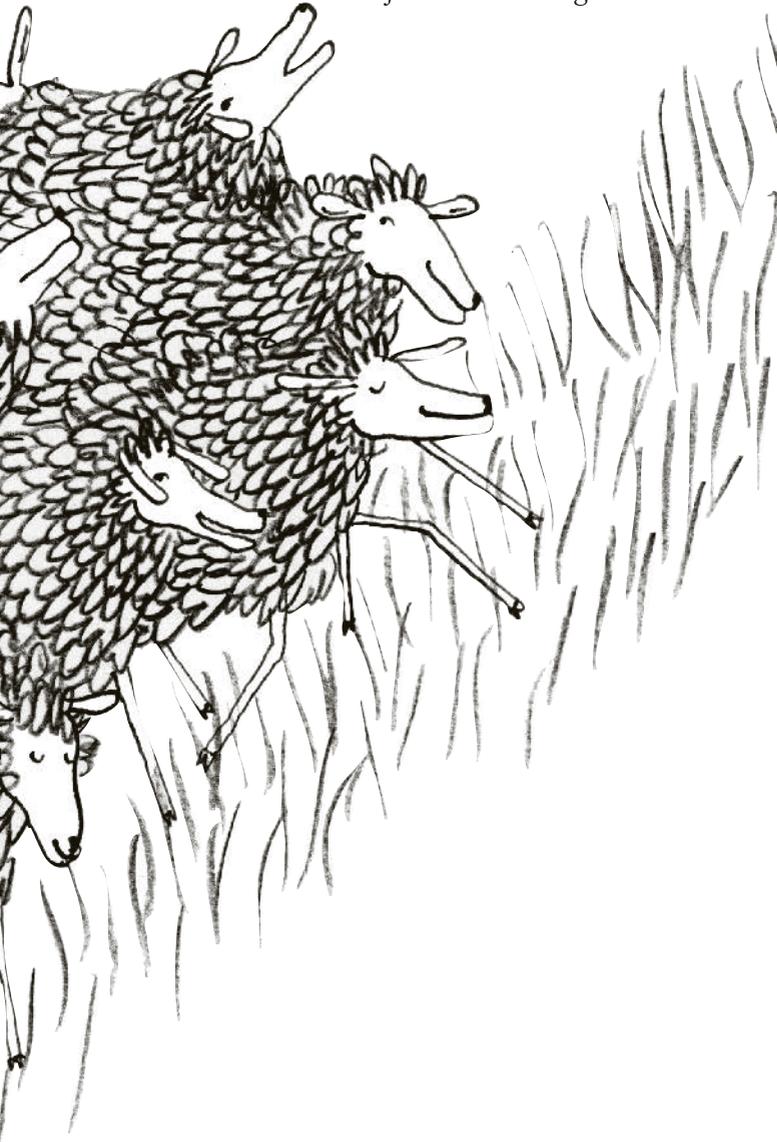
Eh bé ! c'était l'après-guerre et voilà.



X Dans le Gard, Jules avait quatre bergeries. Il divisait le troupeau en quatre, il prenait quatre bergers, et il nous laissait là pour l'hiver, dans l'un ou l'autre de ses mas, avec une partie des bêtes. Ma chambre était vite faite : je couchais avec les brebis, entre deux balles de paille. En ce temps-là, les bergers, on les prenait pour des chiens ! Payés rien du tout ! Le matin je partais, je me faisais ma musette, mais je mettais quoi ? un bout de saucisson, un bout de pain, quelques amandes – et ce qui m'a sauvé, c'est le vin. Parce que c'est nourrissant, le bon vin. Ah oui ! Plus jamais j'ai bu un vin comme celui-là !



Cette année-là, au mas des Rosiers, le patron avait acheté l'herbe autour d'un petit château où vivaient des nobles. Il y avait un monsieur qui se promenait avec sa canne et son chapeau. Il me voit garder, il me dit : Tu as des chèvres là, tu vends pas du lait ? Oh ! non, je dis, je le donne aux chiens ou je le jette... J'aimais pas le lait. Il me dit : J'ai deux sœurs là-bas. Tu leur apportes ton lait, elles te donneront du vin à la place. Tu tapes à la petite porte arrière... et voilà. J'ai dit OK. Le lendemain matin je traie mes chèvres, je remplis une bouteille, je passe près du château, je tape à la petite porte, et la porte s'ouvre... mais à peine, j'ai vu qu'une main ! Une main de femme. Elle m'a pris le lait, elle m'a tendu un litre de vin à la place, et la porte s'est refermée. Et comme ça tous les matins ! Je vous jure qu'elles m'ont sauvé avec leur vin, et j'ai jamais vu le visage de ces dames !



XI Le soir en rentrant au mas, je mangeais avec les autres. J'ai passé du bon temps quand même ! Parce qu'il y avait un tas de jeunes là-bas. Comme il y avait pas de machines, tout le travail, c'était à la main. Le raisin, le riz, ils moissonnaient à la faucille, ils labouraient avec les chevaux, ils passaient les vignes avec les chevaux, au Petit Mas d'Argence ils avaient onze chevaux de trait, il y avait même un palefrenier, un type exprès pour soigner les chevaux, à trois heures du matin il donnait à manger aux chevaux, à huit heures fallait qu'ils aient mangé ; étrillés, prêts à partir ! Ça marchait bien là. C'était joli, n'empêche pas. C'était bien. C'était pas comme maintenant. Du travail, il y en avait tant et plus. Tant et plus !

Il y avait des Allemands aussi qui travaillaient avec nous. Des prisonniers. C'étaient des gens comme nous, hein ! Je me souviens d'un jeune comme moi : Hans, il voulait plus retourner en Allemagne. Hans. Il me disait : Qu'est-ce que j'irais faire là-bas ? J'ai plus personne. Il y avait Karl aussi, Fink Karl, l'année où j'étais au mas de la Borde. Il avait fait Stalingrad. Il en avait laissé des camarades. Quand ils ont battu en retraite, son ami avait les pieds gelés, pris dans la glace, dans la boue, ils avaient dû le laisser en arrière. Il me disait : Pourvu que les Russes l'aient tué. Mais c'est horrible ! Et chaque jour quand il trayait les vaches, il pleurait. Il me disait : Ma femme, là-bas, elle trait les vaches. Et nos petits... Il me montrait leurs tailles : Comme ça, comme ça, comme ça. Et il pleurait. C'est insensé, la guerre !

XII Après la guerre, ils ont encore une fois voulu m'expédier en Allemagne. Cette fois-là, c'étaient les Français qui voulaient m'y envoyer. Pour occuper. Mais j'ai jamais reçu la lettre. Et on était quelques-uns qui n'avions pas reçu la feuille de route. Où voulais-tu qu'on aille se présenter ? Mais une nuit, c'est les gendarmes qui sont venus nous chercher. Et on a passé comme des déserteurs. On s'est retrouvés à Marseille là, ils nous menaient mal, putain ! Ils voulaient rien entendre. Selon eux, on avait reçu la convocation : Taisez-vous ! Si vous avez eu la tête assez froide pour nous faire ça, on va vous la réchauffer dans le désert du Maroc, là-bas ! Et les autres ont été envoyés là-bas, dans une compagnie disciplinaire. Moi je l'ai échappé belle, parce que quelqu'un m'a fait un papier comme quoi j'avais été aux FFI.

Voyez, c'est ici qu'on rejoint la Liéresse. C'est le sentier qu'on prenait. Le terrain là-dessous n'est pas à nous, mais c'était notre raccourci pour aller à la bergerie de Contèche. Et on montait tout à pied, la musette, un seau de grain pour les bêtes, un ballot de paille pour pailler... Il en a vu passer, ce sentier !

Depuis qu'ils ont fait la piste carrossable, il est en train de se perdre. Moi j'avais toujours mon couteau dans la poche, et dès qu'une branche approchait, je coupais. J'en ai coupé, du bois et du bois ! Tant qu'on y allait, le chemin était marqué. Mais il va venir un jour que ça passera plus.

J'ai de la compassion pour ce vieux sentier. Je voudrais pas qu'il se perde.

XIII [...].Alors j'ai transhumé comme ça pendant cinq ans. Puis plus, parce qu'on avait remonté un bon troupeau avec mon père. Et parce qu'il restait moins de bergers aussi, après la guerre : on trouvait à manger par ici.

Pendant quelques printemps, mon père a loué un château en ruine vers Sisteron, pour y faire manger l'herbe. C'est là que j'ai connu Simone. Ma foi, elle m'a plu. C'est elle qui a des souvenirs de cette bergerie ici, encore plus que moi : c'est surtout elle qui faisait agneler. Et c'est là qu'on mettait les brebis qui allaient agneler, quand le reste du troupeau était encore à l'alpage. Elle en a délivré, Simone ! Elle était meilleure que moi, il faut le reconnaître ! Parce qu'on avait des petites brebis, mais on leur mettait des gros béliers, des Île-de-France : ça faisait des agneaux, qu'il fallait chercher tout dedans pour les aider à sortir.



XIV À l'automne, pendant que Simone restait ici à la bâtie, moi je faisais le grand tour. Deux ou trois fois par semaine. Je partais de Blégiers le matin à cinq heures, je passais par Heyre, je montais sur le Carton, je retrouvais mes brebis, qui étaient encore en montagne, je les faisais descendre à la Baisse pour boire, je les remontais, je partais rejoindre Simone à la bergerie, j'y arrivais à six heures, j'aidais à faire rentrer les agneaux, et on rentrait à la maison à neuf heures. Aujourd'hui tu te dis : mais c'est possible, une vie comme ça ? Tu travaillais comme ça, mais pourquoi ? Et on n'était pas malheureux !

Pourquoi on n'a jamais eu l'idée d'acheter des filets ou du grillage, par exemple ? Ça devait exister ! Mais non, on n'achetait rien. Mais croyez-moi que c'était pas facile de faire rentrer les agneaux dans la bergerie. Ils nous faisaient la sarabande. Vous avez vu ce petit rebord, à côté de la porte ? Chaque soir, les agneaux s'amusaient à sauter d'un côté et de l'autre et couraient tout autour de la bâtie. Ah que j'y ai mouillé ma chemise !

Avant, tout le bois que vous voyez là autour, c'était des champs. De l'herbe. Partout où vous voyez des mélèzes ou autres, on faisait le fourrage. Et avant avant même, d'après le vieux Léon, ils faisaient du blé sur ces pentes. Au-dessus de la bâtie, près du vieux poirier, on voit encore que c'était caladé : il y avait une aire, là, pour battre le blé. Pour fouler. Ah mon pauvre Léon ! il vous en expliquerait, des choses !

XV Tu vois ces champs là-bas : Serre Peyrat, Serre Moulet, les Condamines ? Moi je les ai vus pleins de blé. Moissonner tout ça à la main, tout à la faucille... seul, tu pouvais pas ! Eh bé ! ils s'entraidaient. Il y avait le petit vieux là, le père Boyer, il était brave ce type ! Blessé de guerre, il marchait un peu boiteux. Mais il avait du sang, hou ! Il était pas bien grand, comme moi là ! Un peu raplot, il me semble toujours le voir ! Toujours un chapeau de paille. Avec sa canne. Et il faisait le tour. Il passait le soir et il faisait le tour, mais tant de ses champs que de ceux des autres. Et il disait : tu vois, tel endroit, aux Condamines par exemple, vers le haut... il est mûr, ton blé. Il faudrait qu'on y aille demain matin. Eh bé ! ils y allaient tous. Le lendemain, c'était chez un autre. Ils y étaient puis sept ou huit, à moissonner. Ils avaient le coup : tac-tac, tac-tac, tac-tac, c'était joli à voir !

Et on passe pour des... qu'on était des rigolos. Qu'on savait pas se débrouiller. Il y en a qui me l'ont dit. Oh couillon, si tu avais vécu comme moi ! Maintenant ils paient, ils paient... la laine paie même plus le tondeur. Mais nous, on se le payait. On se le gagnait ! On était une dizaine de jeunes, on venait un jour tondre chez moi, un jour chez le voisin, un jour on allait à Chavailles, un jour à Heyres, et le soir on faisait la bringue. Ça nous revenait juste le manger, mais ça nous coûtait pas cher. On s'aidait, quoi. On se le rendait. C'était bien.

XVI Quand mon grand-père est mort, on a hérité de la bergerie sur la place, à Blégiers. Comme ça, petit, petit, on a agrandi le troupeau. Et puis, comme c'était plus permis d'avoir les brebis au milieu du village – avec les odeurs et la saleté et avec toutes les voitures qui passaient –, on a construit la nouvelle bergerie au-dessus.

J'ai pas voulu que mon fils devienne berger. On n'avait pas assez pour lui faire un salaire. C'est pour ça qu'on a poussé pour qu'il aille travailler à la DDE. Mais après il s'est marié avec une éleveuse, il est devenu berger quand même ! Ma foi, on leur a vendu le troupeau. Et mon petit-fils reprend derrière lui.

Voyez, ici il y avait la source. Ça fait quinze ans qu'elle coule plus. Elle s'est perdue. Je dis toujours à Jean-Marie qu'on doit faire venir un sourcier ! Et la fontaine pour boire était quelques mètres plus bas, voyez. Là on portait les seaux d'eau jusqu'à la bergerie. Et puis on traînait le foin sur ces pentes, avec des traîneaux en bois, jusqu'à la grange. Ils tenaient pas bien droit. Et vous auriez vu les montagnes de foin qu'on sanglait là-dessus !

On s'asseyait là pour manger. Autour de la source. Au-dessus il y avait un érable qui nous faisait de l'ombre. Ils l'ont coupé. C'est lui peut-être qui a dévié l'eau. Mais il me semble nous y voir encore ! Mon père se mettait toujours sur la pierre plate à droite, ici, moi à ses pieds, ma mère juste devant, et le grand-père sur la gauche. Et on parlait du temps qu'il faisait.

FIN

COMMENT SOULEVER DES MONTAGNES



Lors de rencontres où nous discutons des textes à paraître dans ce numéro, Yves, épicier littéraire de la vallée de la Durance, y a contribué à sa manière, par un spectacle poétique. *Comment soulever des montagnes*¹ faisait partie du corpus ainsi récité et mis en musique. L'auteur René Siestrunk est un lecteur assidu de *Nunatak*. Il participe aux éditions Transhumance², qui, « depuis l'origine à la recherche de l'introuvable "culture touristique", essayent de refonder l'historiographie du nord des Hautes-Alpes, alors que le schématisme des publications touristiques semble prendre le pas sur la vérité historique³ ».

1 Texte paru dans *Porte de Pignerol*, Éditions de Haute-Provence, 1996.

2 Qui ont pris la suite de la revue éponyme (30 numéros de 1979 à 1990).

3 Lu sur [éditionstranshumances.com](http://editionstranshumances.com)

Sous ces pierres, on doit bien trouver la terre, se dirent les premiers occupants des montagnes. Et ils commencèrent à empiler les cailloux les uns sur les autres. Ce furent d'abord de simples murets, puis des tas de plus en plus hauts, allongés dans le sens de la pente ou perpendiculaires à elle, de formes variées, en longues barres, des L, des T, des H se rejoignant, entourant les maigres terres cultivables ainsi conquises. C'était comme le squelette de la terre qui apparaissait, découpant le damier irrégulier, souvent à refaire. Alors ils remettaient les pierres en tas et la terre dans des hottes pour la remonter. C'est comme cela que naquirent les clapiers, vulgaires tas de cailloux et manifestation de l'ordre éternel des champs, c'est-à-dire de la patience millénaire des cultivateurs. Samivel, l'un des rares observateurs de la montagne à leur avoir prêté un peu d'attention, a réhabilité « *ces monuments informels, [...] aussi émouvants en un sens que les pyramides car ils manifestaient le même et furieux instinct de survie. Dans les deux cas, on avait déplacé les montagnes*¹ ».

Des tumulus celtes, les clapiers, s'ils n'ont pas la notoriété, ont les dimensions. Après les pionniers, vrais défricheurs de rochers, quand ailleurs c'est sur la forêt que la terre se gagnait, se succédèrent les générations vigilantes pour lesquelles le geste de ramasser une pierre et de la lancer sur le clapier était devenu le réflexe, le geste élémentaire d'une lutte quotidienne contre cette fatalité qui fait déborder les torrents durant les orages et remonter du tréfonds de la terre, à mesure qu'on la travaille, encore et toujours des cailloux. Les montagnes s'érodent, leurs fragments trouvent une erratique satisfaction à s'ancrer en terrain meuble et plat. Contre cette loi de la pesanteur, les hommes dictent des règlements. Ainsi les bergers étaient-ils tenus, à la fin du XIX^e siècle, d'employer « *à l'épierrement des pâturages tout le temps qui ne sera pas absorbé par la surveillance et les soins des troupeaux*² ». C'est comme cela qu'on fabrique un paysage, dont ce qu'il a d'humain et d'harmonieux n'est pas tombé du ciel, mais se justifie par les millions de gestes répétés, les corvées collectives et un souci du jardinage transmis des temps immémoriaux. Au cours des années 1940-1950, les Ponts et Chaussées s'avisèrent qu'il y avait là une matière première toute trouvée pour empierrier les routes et payaient les habitants de ces montagnes pour des mètres cubes de pierres concassées et calibrées. Sur les versants les plus abrupts, abandonnés des cultures, les clapiers font encore comme des ossements, blanchis et polis par le temps ou colorés de lichens, la trace concrète d'un monde disparu.

René Siestrunk

1 Samivel, *Le Fou d'Edenberg*, Albin Michel, 1967. Sur le thème des clapiers, Madeleine Pesson (*Auprès des choses. Histoires naturelles du Queyras*, Éditions Transhumances, 2012) a écrit des pages délicatement lyriques : « *Aujourd'hui, dans les pentes abandonnées aux abords des villages, aux terrasses herbeuses horizontales figurant l'escalier gigantesque des anciennes cultures, s'opposent les zébrures verticales d'un blanc grisâtre, en mamelons adoucis, des éboulis construits, séparant les minuscules parcelles...* »
 2 Recommandation du forestier et pastoraliste Félix Briot (1845-1926), auteur notamment d'une *Étude sur l'économie pastorale des Hautes-Alpes*, 1881.

BAŞKA BİR DAĞ

« Il y a de la résistance et de la solidarité dans leurs mots, dans leurs pas, dans leurs cris, dans les rythmes qu'elles tapent sur leurs erbane contre le nationalisme, la guerre, le patriarcat. » Les textes qui suivent reviennent sur la place des femmes dans les luttes en Turquie, à partir d'une interview autour du documentaire *Une autre montagne* jusqu'à la place Taksim et l'occupation du parc de Gezi.



UNE AUTRE MONTAGNE

Comment est né ce film ?

Noémi : Entre 2009 et 2011, nous avons tourné un film à la frontière entre la Grèce et la Turquie, sur les routes migratoires de plusieurs personnes en exil, *Et nous jette-rons la mer derrière vous*. Nous avons fait beaucoup de rencontres à Istanbul. Finalement, Anouck s'est installée là-bas, et moi j'ai fait pas mal d'allers-retours.

En 2013, il y a eu un grand mouvement de lutte dans le parc de Gezi, à côté de la place Taksim, au centre d'Istanbul sur la rive européenne. Au départ, c'était une lutte contre la gentrification de la ville, puis, face à une répression très violente, elle s'est élargie à une lutte antigouvernementale. L'occupation du parc a duré environ deux semaines. Pour toutes et tous, ce fut un moment hors du temps. Les femmes, comme les mouvements LGBTI, ont été très actives et visibles pendant cette lutte. Elles en ont, d'une part, été les icônes – représentées par des affiches et des photos montrant des femmes résistantes –, d'autre part, qu'elles soient activistes féministes ou non affiliées à une organisation, elles sont intervenues, ont guidé et transformé la langue et les répertoires d'action à l'intérieur de ce mouvement mixte. C'était une nouvelle façon de faire de la politique ensemble, de se rassembler, de discuter. Elles se sont par exemple mobilisées contre le langage sexiste, qui stigmatise les

prostituées et les homosexuels dans les slogans ou les insultes couramment utilisés. Elles ont organisé un atelier « jurons alternatifs » sous leur tente intitulée « zone de non-harcèlement », et les slogans créés ensuite ont fait émerger une grande créativité.

Anouck : Un an après cette lutte, en mars 2014, on a organisé avec nos amies une table ronde filmée. Autour d'un petit déjeuner, on a discuté pendant quatre heures : un an après Gezi... Qu'est-ce qu'il en restait, comment les filles avaient vécu ce moment-là ? Et surtout comment elles s'expliquaient cette visibilité très forte des femmes ? Elles gardaient un souvenir très joyeux de cette solidarité, de cet espace public devenu un espace commun où elles se baladaient jour et nuit à l'abri de tout risque d'agression ou de harcèlement. Gezi fut un mouvement de rencontres entre plusieurs groupes et identités. Des féministes de gauche, des féministes kémalistes, des Kurdes, des musulmanes étaient mobilisées dans un même mouvement, et la violence policière qu'elles ont expérimentée ensemble leur a permis de transformer la peur en colère et de sortir sur les barricades. Il faut dire que les mouvements des femmes étaient mis à mal depuis toujours, mais plus intensément depuis quelques années par le gouvernement AKP. Ses interventions sur la vie et sur le corps des femmes, notamment la remise en question du délai d'avortement et autres injonctions sur leur comportement, avaient créé un

soulèvement massif sans précédent des femmes contre toute forme de violence sociétale ou individuelle. Une plateforme des luttes féministes avait été créée peu de temps auparavant. Nous avons eu envie de comprendre l'origine de ces mouvements et les contextes qui les avaient vus naître, notamment sur cette question de l'occupation de l'espace public, un héritage porté jusqu'aux barricades de Gezi. Assez vite dans la discussion, elles ont évoqué les répressions des Kurdes dans les années 1990 et des opposants à l'État militaire depuis le coup d'État du 12 septembre 1980. Même si les enjeux et les contextes étaient différents, c'était bien là le début des mouvements de résistance des femmes. Depuis cette époque, il y avait une dénonciation du modernisme kémaliste¹, qui prétendait avoir « émancipé » la femme des traditions islamiques (droit de vote, interdiction de porter le voile dans l'espace public, etc.), mais qui en réalité n'avait fait que réduire au silence la voix féministe autonome pour la faire adhérer aux contours de la nouvelle société républicaine turque. C'est après cette discussion que s'est dessinée l'idée du film, celle de croiser les récits de trois générations de femmes.

La vie d'Ergül est faite de moments de luttes différents : la clandestinité, les luttes de femmes de prisonniers qui évoluent vers une lutte plus féministe, puis son quotidien aujourd'hui en mer Noire...

A : Ça a été très compliqué de convaincre Ergül de faire ce film. C'est une amie proche. Quand on lui a proposé de participer au film, cela faisait des années

qu'elle s'était éloignée des organisations politiques, et ne comprenait donc pas pourquoi nous voulions la filmer. Dans les années 1970, elle avait été très active de façon clandestine dans une organisation révolutionnaire avec son mari, Mehmet, qui, après le coup d'État de 1980, a été arrêté et condamné à vingt ans de prison. C'est à cette période qu'Ergül commence une autre lutte, devant les portes des prisons et dans les associations des droits de l'homme.

N : Dans les années 1980, ce sont surtout les hommes qui ont été mis en prison, comme si les femmes représentaient moins de danger. Elles ont donc commencé à s'organiser ensemble, d'abord pour se rendre collectivement, pour des visites, dans des prisons situées souvent loin de leur lieu d'habitation, et puis pour lutter pour les droits et la justice. C'est à ce moment-là que les premiers mouvements féministes ont pris une véritable forme publique.

A : Aujourd'hui, Ergül tient un restaurant à Safranbolu avec son fils, dans la région de la mer Noire. Elle est l'unique femme kurde du village et de surcroît, la seule à vendre du vin et de l'alcool. Cette région a la réputation en Turquie d'être plutôt à droite, voire à l'extrême droite. Quand on tournait le film, en mars 2016, le climat était extrêmement lourd à cause des attentats et des combats entre forces armées. Ergül nous racontait ce que pouvait représenter alors pour elle le simple fait de marcher dans la rue, son identité faisant d'elle une cible potentielle, une ennemie. On lui a expliqué que, dans notre vision de la lutte des femmes, les engagements publics comme certains choix dans la vie privée racontent autant de choses politiquement.

¹ Courant politique porté par Mustafa Kemal, Atatürk, créateur de la république de Turquie en 1923.

Dans son parcours, il y a aussi l'importance de ses déplacements : pendant sa vie dans la clandestinité avec son mari, puis quand elle le suit de prison en prison jusqu'à Istanbul, pour arriver aujourd'hui en mer Noire. Se dessine là un parcours de migration intérieure.

N : On a mis en place avec Ergül un moyen de représentation par le biais d'une carte et de photos qui permettaient d'avoir une chronologie de son histoire. On prend conscience alors de la taille de la Turquie, des déplacements de ces trois femmes qui ont bougé tout le temps, qui ont changé souvent de maison. Les photos viennent mettre un paysage là-dessus. Ce n'est pas la même chose de grandir à Istanbul qu'à Dersim, dans la campagne kurde. Peu importe que l'on parle de guerre ou de guérilla, la vie quotidienne, ta maison, la place des femmes et des hommes ne sont pas les mêmes.

A : Dans beaucoup de nos projets, on utilise la cartographie pour faire émerger des histoires, et il y a aussi l'idée de voyage, de rencontre, d'échanges, de mouvement. En Turquie, on te raconte souvent les parcours migratoires sur des générations ; cela forme des identités très complexes. Les gens se demandent systématiquement « d'où viens-tu ? », et de longues discussions peuvent s'ensuivre. Il y a même un mot pour décrire cela : *iç göçmen*, les « migrants de l'intérieur ».

Burcu appartient à la jeune génération qui a participé à la lutte de Gezi, elle s'interroge sur la place des femmes dans la lutte, elle qui a grandi dans une famille kurde alévi très politisée dans les mouvements de gauche.

N : Le père de Burcu a toujours été engagé en politique. Il est aujourd'hui

membre du HDP, le Parti démocratique des peuples, de gauche et issu du mouvement politique kurde ; alors que Burcu a quitté des organisations politiques non seulement par opposition aux formes de luttes auxquelles participait son père, mais aussi parce qu'elle pensait qu'il fallait se retrouver dans de petits groupes plus affinitaires pour se poser des questions plus précises. Elle et d'autres femmes ont monté un collectif de militantes et d'amies, et se sont mises à écrire des textes et à les publier.

A : Burcu a vécu une jeunesse plutôt exaltée politiquement, avec des réunions clandestines à la maison, des personnes qui allaient et venaient, qui se cachaient, etc. Elle a très vite compris l'importance que ça avait dans la vie de sa famille, et qu'elle ne pouvait pas en parler à l'extérieur. Elle a été élevée dans une grande liberté, avec une vraie autonomie. Malgré cela, elle a remarqué assez vite que sa mère était plutôt en retrait, elle se souvient d'elle pendant les réunions, apportant le thé, mais ne participant jamais aux discussions. Et c'est ce qu'elle remarquera aussi plus tard au sein même des mouvements politiques qu'elle aura choisis. Elle pense alors : « Je m'en fous du socialisme s'il n'est fait que pour les hommes et s'il n'est que théorique. » Les gens qui parlent, qui argumentent sans appliquer quoi que ce soit à leur vie, ça l'énerve. Elle grandit donc en essayant le plus possible de mettre en pratique ses idées politiques.

N : Par exemple, après ses études, Burcu est partie de chez ses parents pour vivre en colocation avec une amie, et sa famille l'a plutôt mal pris. En Turquie, tu quittes la maison de ton père pour aller dans la maison de ton mari ; et, même si sa famille est ouverte, ça n'a pas été facile

pour elle d'imposer cette indépendance. Sa mère pense qu'elle dépense de l'argent pour rien, qu'elle ne construit rien. Alors que c'est le moment où Burcu a construit des liens politiques sans subir le poids familial.

Il y a une scène très intéressante où on la voit évoquer les luttes actuelles avec son père.

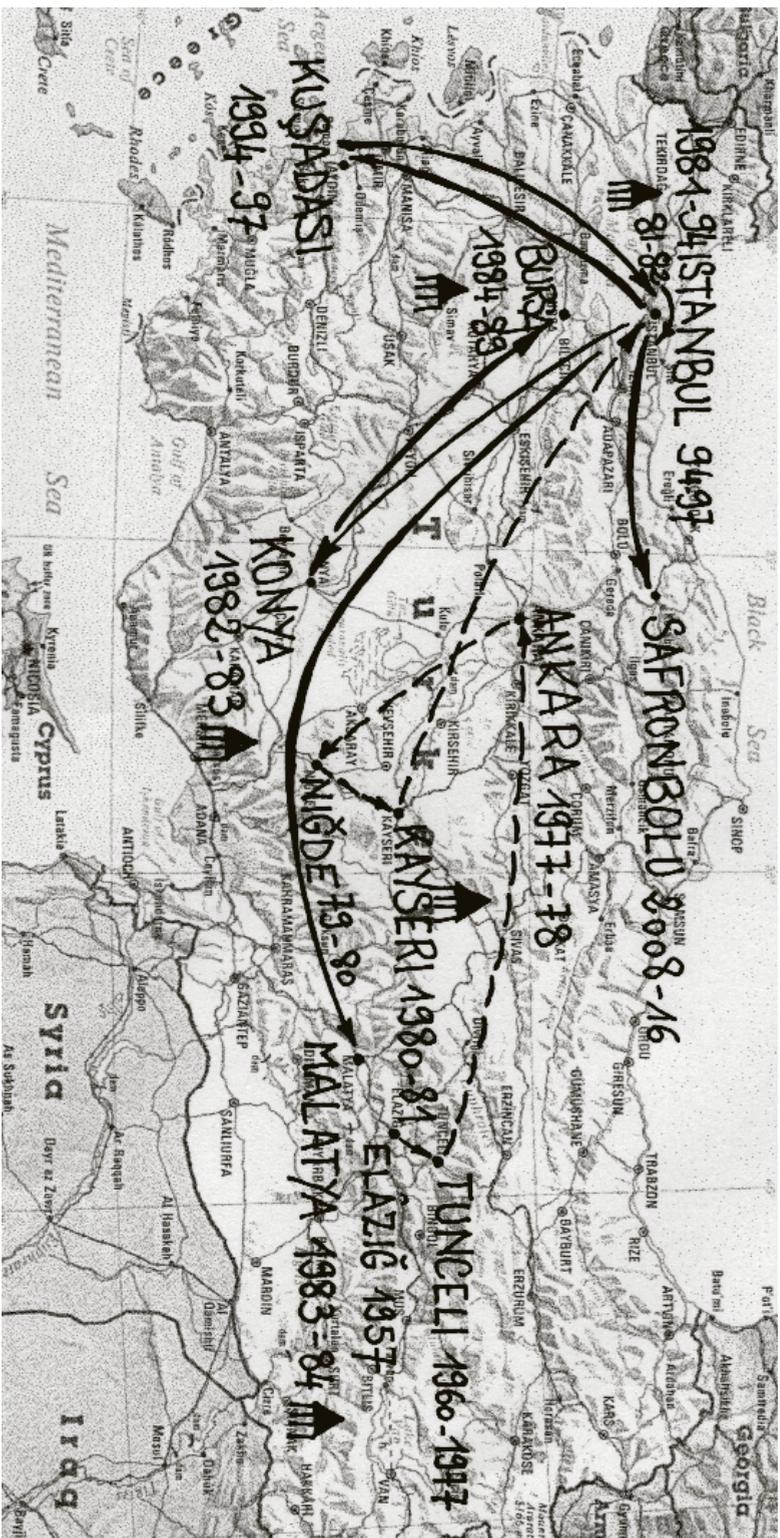
N : Ces dernières années, en Turquie, la situation politique et sociale n'a fait qu'empirer, les gens n'ont plus beaucoup d'espoir. C'est aussi ce qu'on veut raconter. Entre Burcu et son père se joue l'évolution de la lutte politique. Lui est assez amer, il a l'impression de voir les mêmes choses recommencer sans cesse, il n'en peut plus, il a l'impression que personne ne bouge. Burcu pense que, de chaque endroit où tu es, tu peux créer une force et une opposition, qu'il ne peut pas y avoir de répression partout en même temps. Elle pense que tout le monde ne peut pas rejoindre la guérilla dans la montagne, mais que tout s'articule ensemble et se protège mutuellement. Chaque forme de lutte a sa place et son importance.

Sinem est filmée dans son quotidien et elle évoque son engagement auprès des femmes du Kurdistan ainsi que son rapport à la musique traditionnelle.

A : Sinem était ma voisine, elle n'a pas du tout le même parcours. Elle est née dans le quartier populaire de Dolapdere, à Istanbul, d'une famille métissée, d'une mère gitane de Thessalonique et d'un père arabe de la région de Mersin. Dans les années 1990, elle s'est mariée, à quinze ans, avec Metin, un Kurde, et a eu trois enfants très jeunes. Comme sa famille n'acceptait pas son mariage avec un Kurde, ils ont été

obligés de s'enfuir, et pendant plusieurs années elle n'a plus eu de contact avec sa famille. Dans les années 1990, ils partent vivre à Dogubeyazit dans la famille de Metin, à la frontière iranienne ; et c'est un état de guerre qu'elle rencontre là-bas : tanks dans les rues, perquisitions, couvre-feux... De retour à Istanbul, ils subissent une discrimination pour se loger et déménagent plus d'une trentaine de fois. C'est ainsi qu'elle se politise pendant plus de vingt ans et rencontre la lutte des femmes.

N : C'est sa belle-mère qui l'emmène pour la première fois à *Cumartesi Anneleri*, le rassemblement des mères qui ont perdu fils ou maris dans les rafles des années 1980 et 1990, qui a lieu chaque semaine sur la place Galatasaray, à Istanbul, depuis cette époque. Si elle s'engage en 2016 auprès des femmes de Diyarbakir, avec lesquelles elle joue du *erbane* (percussion à cadre de l'est de la Turquie), c'est parce qu'elle se dit : « *C'est là que je dois être, pour la solidarité, la sororité et parce qu'on se bat pour les mêmes choses.* » Elles partent en bus, de plusieurs endroits de Turquie, pour trente-cinq heures de voyage jusqu'au quartier assiégé par l'armée turque à Diyarbakir, Sur. Elles n'y resteront finalement que quelques heures. C'est la guerre, elles jouent du *erbane* pour couvrir le bruit des bombes. Sinem dit que le *erbane* l'a sauvée ces dernières années. Quand elle en joue, elle oublie ce qu'il y a autour, elle n'a pas peur, et tout son corps est dans la musique. Ses gestes sont toujours empreints d'une forme de résistance. Ce n'est pas facile pour elle de prendre ces décisions, car elle est mère de trois garçons et elle a peur des conséquences. De plus, ils sont en âge de faire le service militaire, et la guerre qui reprend ces dernières années lui fait vivre une période



Les déplacements d'Ergül à travers la Turquie de 1957 à aujourd'hui

- > Vie dans la clandestinité
- ▲ Régulier ou à l'époque Mülmet

très dure psychologiquement. D'abord, l'armée est un pilier de la construction d'une masculinité et du nationalisme turc qu'elle refuse. Mais également parce que, si tes enfants sont kurdes, tu sais qu'on peut les envoyer faire la guerre au Kurdistan. Pour des gens comme Sinem et Metin, c'est une vraie lutte dans leur vie que de se battre pour que leurs enfants n'aillent pas faire la guerre.

A : Au moment de l'occupation du parc de Gezi, elle était exaltée et elle restée là en installant une tente avec son mari et ses enfants... Elle nous a dit : « *C'est la première fois que je respirais dans Istanbul depuis dix-sept ans.* »

Pour revenir sur le titre Une autre montagne, en turc Başka bir dağ...

A : « Aller à la montagne », en turc ou en kurde, ça veut dire rejoindre la guérilla, et, comme vous le savez, dans les montagnes du sud-est de la Turquie, il y a ces femmes kurdes du PKK ou des YPG-J (côté Syrie/Irak). Les protagonistes de notre film, Ergül, Sinem et Burcu, leur portent un profond respect et leur dédicacent même le film. Elles vivent à Istanbul ou dans d'autres parties de la Turquie et participent à d'autres luttes civiles pour

les droits des femmes et contre la guerre. La résistance des femmes en Turquie, que celles-ci soient kurdes ou non, se traduit dans une multiplicité de formes de lutte qui s'entremêlent et se font écho.

N : L'idée du film, c'était de montrer comment ces formes de résistance sont interdépendantes. Qu'il n'y a pas de forme active ou passive dans les luttes des femmes. C'est là l'une des particularités des mouvements de femmes, et elles le revendiquent. Le comportement adopté dans la vie privée, l'occupation de l'espace public ou la prise des armes pour rejoindre la guérilla ont la même importance.

Dans un pays en guerre, où le gouvernement agit en permanence le drapeau du terrorisme pour qualifier les luttes des Kurdes ou les mouvements d'opposition, il est indispensable que cette solidarité résonne à travers le pays. Cette guerre concerne tout le monde. C'est pour cela que cette résistance est un autre terrain de lutte, une autre montagne. De plus, une montagne n'est jamais isolée, elle est toujours en massif ou en chaîne. Derrière chaque montagne gravie, il y en a une autre encore à gravir, et cette suite d'épreuves symbolise bien, de façon plus universelle, les luttes des femmes.



Il y a une place importante faite à la musique dans le film, toi-même tu chantes des chansons traditionnelles d'Anatolie.

A : Quand j'ai vécu en Anatolie, j'ai été frappée par la place que la musique tient dans la vie. Les gens que je rencontrais connaissent de nombreux chants traditionnels, ils peuvent jouer pendant des heures sans s'arrêter. Il y a une multiplicité de styles, de variantes, c'est très riche. Je suis tombée là-dedans et j'ai commencé à apprendre les chansons du répertoire d'Anatolie, Sinem m'a d'ailleurs beaucoup apporté. Il y a aussi le rapport aux textes anciens dans la musique, qui évoquent le quotidien, la difficulté des travaux des champs, les résistances et un rapport sacré à la nature, surtout dans les textes alévis.

N : Quand nous avons commencé à nous rendre en Turquie, c'était dans le centre de l'Anatolie, Anouck ne parlait pas turc à l'époque, et on a appris beaucoup de choses de la culture par la musique. On a commencé à comprendre la diversité des cultures et des peuples de Turquie avec le kurde, le turc, le zaza, l'arménien, etc. Les années passant, on a commencé une sorte de collecte de ces chants, qui sont joués de la Grèce à l'Iran.

Le film a été fini il y a peu, et la première projection a eu lieu au Festival des cinémas de Turquie, à Paris, en présence d'Ergül, Sinem et Burcu, en avril 2017.

A : Cette première projection a été décidée à peine trois semaines avant, et il était impossible pour nous de faire la première sans elles. Du coup, branle-bas de combat, dossier de demande de visas, ambassade, avec toutes les difficultés que ça comporte. Elles ont finalement toutes

obtenu un visa, pour Sinem, la veille de son départ. Cette première projection en public était très émouvante, elles étaient toutes très touchées qu'on ait réussi à donner forme à leur parole. On a beaucoup pleuré...

N : Ensemble, on a décidé de ne pas le projeter pour l'instant en Turquie, pour ne pas les mettre en danger. Ce qui marche très bien dans les régimes de terreur, c'est qu'il pourrait ne rien se passer, mais on pourrait aussi se faire bloquer à l'aéroport, où elles pourraient se faire arrêter, ou elles pourraient être condamnées à douze ans de prison dès la première projection (le minimum requis pour les détenus en antiterrorisme)... mais tu ne sais pas.

Depuis que vous avez tourné le film, le président Recep Tayyip Erdoğan a encore intensifié la guerre et la répression, comment le vivent Ergül, Sinem et Burcu ?

A : Il y avait déjà eu un attentat suicide attribué à Daesh, à l'été 2015, à la frontière syrienne, qui ciblait un groupe de jeunes de gauche entre 18 et 25 ans, qui étaient venus de toute la Turquie en solidarité avec la ville de Kobané, dans la région kurde de Syrie. Puis il y a eu une série d'événements violents, dont cet autre attentat suicide lors d'une manifestation pour la paix à Ankara, en novembre 2015, pour enfin arriver à la tentative de coup d'État de l'été 2016. Celui-ci a entraîné une vague de répression qu'on n'avait pas vue depuis les années 1990, même si c'était latent et que le nombre de prisonniers politiques en Turquie est toujours resté très élevé. Plus de 146 000 personnes ont perdu leur emploi dans la fonction publique sous prétexte de « l'état d'urgence », dont au moins 124 000 sont en

détention. Entre les images qu'on a tournées en 2014 et celles de 2016, Sinem, par exemple, est beaucoup plus grave.

N : Ça fait trois ans que nos amies nous disent qu'elles ne savent pas dans quel pays elles vont se réveiller le lendemain. Le fait qu'il y ait un ratissage de l'opposition de tous les côtés pose la question de l'organisation de ceux qui restent, s'ils ne partent pas ou ne sont pas en prison. Pour elles aussi, les choses ont changé. Sinem et sa famille ont déménagé sur une des îles d'Istanbul pour fuir la répression quotidienne, notamment des extrémistes fascistes présents dans les quartiers du centre et qui peuvent débarquer au mieux avec des couteaux, au pire avec des flingues. Burcu est retournée vivre chez ses parents, et elle qui n'avait auparavant jamais voulu partir de Turquie pense aujourd'hui à reprendre des études à l'université de Berlin. Tout comme Ergül, qui se demande si elle ne va pas quitter le pays avec son fils. Tout le monde est entre la peur et la colère.

A : Aujourd'hui, il est en effet très difficile d'envisager le futur. Quand elles sont venues à Paris, c'était juste avant le

référendum² d'Erdoğan pour la modification de la Constitution, et elles avaient l'espoir que le non passe. Aujourd'hui, Erdoğan est dans une volonté d'anéantir les zones de contre-pouvoir et de contestation. Bien sûr, cet état des choses, qui vise à traumatiser la population en désignant toujours l'autre comme terroriste, fait son effet, mais la résistance est forte et organisée. Je suis toujours admirative face à la persistance de beaucoup de gens à recréer sans cesse des espaces de résistance, et en particulier les femmes. Ce sont toujours les premières à occuper la rue. Les peuples de Turquie continueront de penser, d'écrire, de résister, car c'est depuis toujours comme cela qu'ils se sont construits.

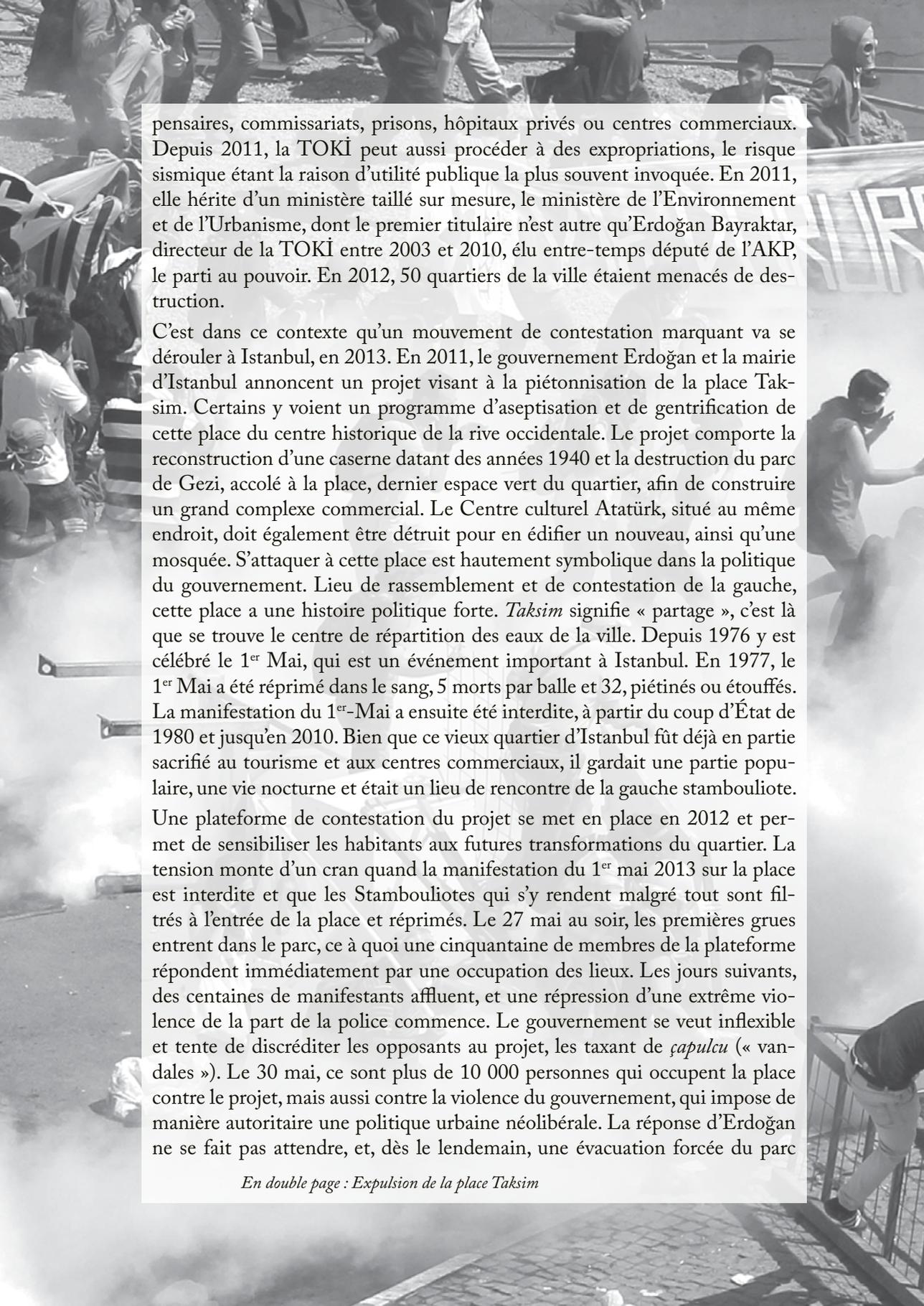
²Le 16 avril 2017, les électeurs turcs ont approuvé à 51,4 % par référendum une réforme de la Constitution renforçant les pouvoirs présidentiels : nomination et destitution directes des magistrats par le président, droit de veto sur les lois votées par le Parlement, disparition du poste de Premier ministre. Cette réforme doit entrer en vigueur en 2019 et devrait permettre à Erdoğan de rester au pouvoir jusqu'en 2029.

Baska bir dag, Une autre montagne, un film d'Anouck Mangeat et Noemi Aubry, Ozho Naayé, 2017.

RETOUR SUR « GEZI »

Ville d'un million d'habitants au milieu du xx^e siècle, Istanbul est aujourd'hui une mégalopole de plus de quinze millions d'habitants. Cette croissance rapide fait aujourd'hui d'Istanbul une « œcuménopole »¹ de béton rejetant toujours plus en périphérie les populations les plus pauvres, main-d'œuvre au service de cette expansion. À partir des années 1950, un fort exode rural a amené de nouveaux travailleurs qui se sont installés d'abord en périphérie, le long des routes et aux abords des usines, en construisant des habitations illégales, les *gecekondu*. Le mode de transport favorisé depuis cette époque est l'automobile, et en 1973 est construit le premier pont sur le Bosphore, qui relie la rive occidentale et la rive orientale de la ville. Dans les années 1980, des forêts sont rasées au nord où la ville s'étend avec la construction de résidences fermées et de centres commerciaux et le déplacement des centres financiers. À la même époque est construit le deuxième pont sur le Bosphore. En 1995, un rapport de la Banque mondiale préconise l'apparition en Turquie d'une ou deux métropoles fournissant des industries de services et des marchés de consommation facilement accessibles. Istanbul est une place stratégique, au carrefour du Caucase, de la Méditerranée orientale, du Moyen-Orient et des Balkans. Recep Tayyip Erdoğan, maire d'Istanbul de 1994 à 1998 puis Premier ministre à partir de 2003, portera ces aspirations par des projets urbains mégalomaniques et un marketing territorial, comme l'illustre la nomination de la ville capitale européenne de la culture, en 2010. Ce remodelage de la ville broie au passage des quartiers entiers, expulse, exproprie. Le nouveau Code pénal de 2004 criminalise pour la première fois la construction de *gecekondu*. De manière plus générale, les pouvoirs publics ont déclaré la guerre aux zones d'habitation informelles, décrétées insalubres, arriérées et pathogènes. La désignation des zones à transformer, traditionnellement de la compétence des municipalités, incombe désormais de plus en plus au gouvernement, notamment quand il s'agit de zones à risque et de zones de relogement. Et le principal porteur des projets de transformation urbaine est une institution centrale, l'Administration du logement collectif, la TOKİ. Par le pouvoir que lui a donné le gouvernement, cette administration est le plus important propriétaire foncier – et bientôt le plus important promoteur immobilier – du pays et régule désormais l'aménagement de tout le foncier public (à l'exception des terrains de l'armée). Mais la construction de logements n'est qu'une facette des activités de la TOKİ : différentes réformes ont élargi ses compétences et l'ont conduite à piloter bien d'autres types de réalisations : résidences de standing, mais aussi stades, salons de sport, écoles, mosquées, dis-

1 L'*œcuménopole* est un concept créé par l'urbaniste grec Konstantinos Doxiadis : une ville qui serait la fusion de mégapoles et d'aires urbaines formant ainsi une ville sans limites. Ce terme renvoie aussi au documentaire *Ekumenopolis*, réalisé en 2012 par Imre Azem, dont cet article est en partie inspiré.



pensaires, commissariats, prisons, hôpitaux privés ou centres commerciaux. Depuis 2011, la TOKİ peut aussi procéder à des expropriations, le risque sismique étant la raison d'utilité publique la plus souvent invoquée. En 2011, elle hérite d'un ministère taillé sur mesure, le ministère de l'Environnement et de l'Urbanisme, dont le premier titulaire n'est autre qu'Erdoğan Bayraktar, directeur de la TOKİ entre 2003 et 2010, élu entre-temps député de l'AKP, le parti au pouvoir. En 2012, 50 quartiers de la ville étaient menacés de destruction.

C'est dans ce contexte qu'un mouvement de contestation marquant va se dérouler à Istanbul, en 2013. En 2011, le gouvernement Erdoğan et la mairie d'Istanbul annoncent un projet visant à la piétonnisation de la place Taksim. Certains y voient un programme d'aseptisation et de gentrification de cette place du centre historique de la rive occidentale. Le projet comporte la reconstruction d'une caserne datant des années 1940 et la destruction du parc de Gezi, accolé à la place, dernier espace vert du quartier, afin de construire un grand complexe commercial. Le Centre culturel Atatürk, situé au même endroit, doit également être détruit pour en édifier un nouveau, ainsi qu'une mosquée. S'attaquer à cette place est hautement symbolique dans la politique du gouvernement. Lieu de rassemblement et de contestation de la gauche, cette place a une histoire politique forte. *Taksim* signifie « partage », c'est là que se trouve le centre de répartition des eaux de la ville. Depuis 1976 y est célébré le 1^{er} Mai, qui est un événement important à Istanbul. En 1977, le 1^{er} Mai a été réprimé dans le sang, 5 morts par balle et 32, piétinés ou étouffés. La manifestation du 1^{er}-Mai a ensuite été interdite, à partir du coup d'État de 1980 et jusqu'en 2010. Bien que ce vieux quartier d'Istanbul fût déjà en partie sacrifié au tourisme et aux centres commerciaux, il gardait une partie populaire, une vie nocturne et était un lieu de rencontre de la gauche stambouliote. Une plateforme de contestation du projet se met en place en 2012 et permet de sensibiliser les habitants aux futures transformations du quartier. La tension monte d'un cran quand la manifestation du 1^{er} mai 2013 sur la place est interdite et que les Stambouliotes qui s'y rendent malgré tout sont filtrés à l'entrée de la place et réprimés. Le 27 mai au soir, les premières grues entrent dans le parc, ce à quoi une cinquantaine de membres de la plateforme répondent immédiatement par une occupation des lieux. Les jours suivants, des centaines de manifestants affluent, et une répression d'une extrême violence de la part de la police commence. Le gouvernement se veut inflexible et tente de discréditer les opposants au projet, les taxant de *çapulcu* (« vandales »). Le 30 mai, ce sont plus de 10 000 personnes qui occupent la place contre le projet, mais aussi contre la violence du gouvernement, qui impose de manière autoritaire une politique urbaine néolibérale. La réponse d'Erdoğan ne se fait pas attendre, et, dès le lendemain, une évacuation forcée du parc

En double page : Expulsion de la place Taksim



s'ensuit, et les opposants sont massivement gazés. Les médias turcs, largement muselés par le pouvoir en place, brillent par un silence éloquent sur les événements en cours. Mais, au fil de la journée, les manifestants continuent d'affluer, et des habitants d'autres quartiers sortent dans les rues pour manifester ; et toute la nuit ils affrontent la police et s'entraident pour résister. Le 1^{er} juin, les syndicats appellent à la grève générale, la ville est bloquée ; à Izmir et Ankara ont lieu des manifestations et des émeutes. Pendant les dix jours qui suivent, les occupants de la place expérimentent des pratiques collectives de lutte dans cette Commune de Taksim qui s'est créée à l'abri des barricades. Des militants LGBT côtoient des supporters de l'équipe de foot du quartier de Beşiktaş ; des écologistes, des syndicalistes croisent dans les affrontements des gens qui descendent pour la première fois dans la rue. De son côté, l'État continue de discréditer le mouvement en brandissant l'épouvantail d'éléments dangereux, voire terroristes, parmi les occupants de la place et le menace. Quelque 20 000 personnes sont présentes sur la place le 11 juin, quand on pressent l'évacuation. Le soir, une pluie de bombes lacrymogènes s'abat sur la place, 200 personnes sont blessées en quelques heures, et des affrontements continuent les jours suivants. Finalement, le 15 juin, les lacrymos, les canons à eau et les matraques viennent à bout des occupants. Devant cette violence qui s'est déchaînée et qui aura fait 4 000 blessés et 6 morts au cours de ces journées et nuits de mai et juin, l'occupation n'est plus possible. L'été connaîtra encore bon nombre de manifestations et actions en écho à l'occupation de Gezi, à Istanbul et au-delà en Turquie.

Lorsque, dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, un coup d'État est tenté et attribué aux partisans de Mustapha Gülen, Erdoğan, devenu président de la république de Turquie en 2014, exhorte ses partisans à le soutenir dans la rue. La place Taksim est envahie de partisans de l'AKP, et le 30 juillet s'y tient un grand rassemblement en soutien à Erdoğan. Au-delà de la réaction au coup d'État, les partisans de l'AKP prennent, en occupant cette place, leur revanche sur 2013. Depuis, la place est piétonne, des boutiques de luxe pour touristes fortunés sont apparues, les travaux de la mosquée ont commencé, l'aseptisation a avancé. Au nord de la ville, le troisième pont sur le Bosphore, baptisé Sultan Selim², a été inauguré par le président Erdoğan le 24 août 2016, quelque temps après le coup d'État de juillet. Sa construction avait commencé fin mai 2013, au début du « mouvement Gezi ». La ville continue sa mutation, et la population est soumise à une gestion autoritaire qui se durcit depuis des mois.

Julie

2 Sultan ottoman du xv^e siècle qui ordonna le massacre de populations aléviées. Lorsque, au début du chantier, le nom choisi est révélé, la communauté alévie se sent insultée, et une marche est organisée depuis le quartier de Gazi pour rejoindre la place Taksim et participer à l'occupation du parc.

LES MOUVEMENTS DE FEMMES EN TURQUIE : ENTRE ÉMANCIPATION ET INSTRUMENTALISATION

Dans l'Empire ottoman, à partir de la fin du XIX^e siècle, de plus en plus de femmes sortent de l'espace domestique pour prendre la parole en public. Plusieurs revues sont créées, dont certaines par les minorités : des Arméniennes, des Juives, des Kurdes, des Grecques¹. Il existait alors une trentaine d'associations de solidarité entre femmes, qui portaient la question du féminisme. Les luttes féministes, valorisées quand elles étaient associées au combat pour l'indépendance, se sont retrouvées instrumentalisées dans une conception symbolique qui les lie à la nation moderne, via des stratégies éducatives, politiques et religieuses. Dans le discours nationaliste à l'intérieur de l'Empire ottoman, l'émancipation de la femme est le symbole de la colonisation, contre laquelle il faudrait définir une autre vision de la femme, à la fois nationale, moderne et « authentique ». Au sein du mouvement – nationaliste et moderniste – des Jeunes-Turcs, la situation des femmes était la question par excellence qui opposait « occidentalistes » d'une part et « islamistes » d'autre part.

Dans l'Empire ottoman, dans nombre d'espaces publics, un rideau séparait les hommes des femmes. Mustafa Kemal² interdit cette séparation des sexes en décembre 1924, peu de temps après avoir proclamé la république de Turquie. Atatürk glorifia, lors de ses tournées d'autocélébration dans le pays, « le sens du sacrifice » de la paysanne anatolienne, sa pudeur ou son patriotisme. La république s'est inscrite dès son apparition dans un système politique militariste, consolidant sa légitimité au moyen d'un langage mythico-religieux. Parallèlement, le processus de modernisation valorisa les femmes instruites, les jupes courtes et les cheveux dévoilés ; l'égalité ou l'autonomie n'étant pas au programme... De plus, le parcours des filles adoptives de Mustafa Kemal illustre le caractère patriarcal du projet « républicain », notamment celui de Sabiha Gokcen. Première femme turque pilote de guerre et symbole de l'héroïsme au féminin, elle a participé aux bombardements des rebelles kurdes, à Dersim, en 1938.

Entre les années 1960 et les années 1980, au sein des mouvements contestataires, d'obédiences marxistes-léninistes, le modèle de la « femme révolution-

1 Le génocide arménien et les nettoyages ethniques à l'encontre des minorités vont saper pour un long moment cette hétérogénéité dans la lutte.

2 Dirigeant du mouvement des Jeunes-Turcs, puis chef militaire lors de la guerre « d'indépendance », après la défaite de l'Empire ottoman lors de la Première Guerre mondiale. De là vient son statut patriarcal d'Atatürk, le père des Turcs.

naire » prend le relais de celui de la « femme républicaine ». À la suite du coup d'État de 1980, nombre de femmes participent activement aux cercles de solidarité organisés en soutien à leurs camarades ou maris emprisonnés, contre la torture policière systématique, les conditions de détention, et les lois répressives. D'autre part, cette agitation féministe, qui n'est pas encore considérée comme dangereuse par le pouvoir, trouve un espace moins risqué pour exister politiquement. Les femmes réussissent à mettre en question publiquement des sujets comme la sexualité, le corps, le mariage, la reproduction, la famille, etc., qui étaient perçus comme relevant du domaine privé, non politique. En effet, après que les hommes furent emprisonnés, bien que psychologiquement abattues, elles étaient « libres » de partager leurs vécus des rapports sociaux de sexe dans leurs organisations politiques.

Cette autonomisation fait naître un nouveau cycle de luttes, servant d'incubateur à l'apparition de différents mouvements libertaires, écologistes, antimilitaristes, LGBT, etc., à partir des années 1990. Ces nouveaux groupes ouvrent les débats sur l'autorité, les dominations, la violence, les pouvoirs. La spécificité du régime répressif turc se trouve dans la définition constitutionnelle de la citoyenneté républicaine, qui fait qu'on ne peut s'écarter de la norme, et ce dans tous les domaines : ethnicité, relations entre les sexes, modes de vie ou encore tenues vestimentaires. C'est sûrement la raison pour laquelle il existe une alliance entre les mouvements kurde, arménien, antimilitariste, féministe, libertaire, etc., où la rencontre entre ces groupes se réalise autour de l'apprentissage des luttes communes et des apports successifs de l'espace de la « résistance » à l'autoritarisme rampant du régime islamococonservateur d'Erdoğan et de son parti l'AKP.

SP

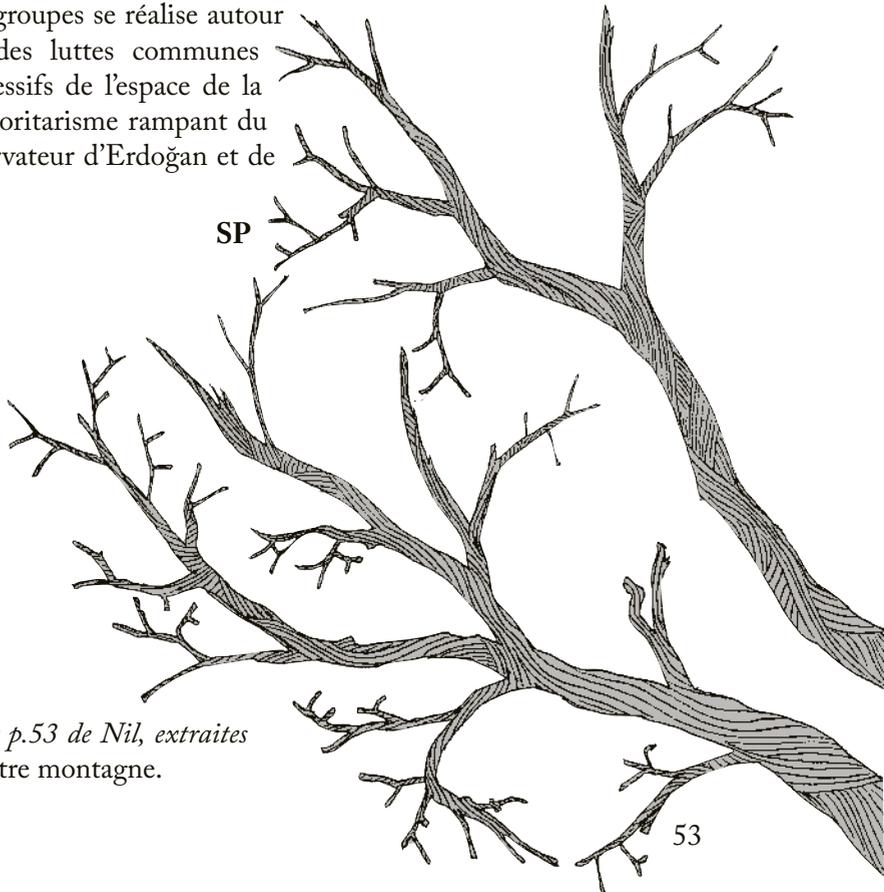


Illustration p.42 et p.53 de Nil, extraites de l'affiche d'Une autre montagne.

SOUS LES TROPIQUES, LA MINE...

DÉPOSSESSION DES MILIEUX ET DES MODES DE VIE EN ÉQUATEUR

En Équateur, entre Atlantique, montagnes andines et forêt amazonienne, les sociétés se restructurent. Au prétexte d'une politique du *buen vivir*, de modernisation, et du fait de l'achat d'énormes surfaces par des compagnies minières et/ou pétrolières, les rapports sociaux anciens sont bouleversés, des populations sont dépossédées, voire déplacées. Face à cette nouvelle colonisation des espaces et des modes de vie, la résistance prend des formes diverses, jusqu'à des situations quasi insurrectionnelles.



Vive la vie, à bas l'économie

L'Équateur est un petit pays d'Amérique du Sud, situé entre le Pérou et la Colombie, qui contient trois grandes régions : la côte atlantique, les hauteurs andines et la forêt amazonienne. Des années 1990 aux années 2000, il a connu plusieurs insurrections et soulèvements menés tant par des Indiens et des paysans des montagnes andines que par des populations urbaines ou d'autres Indiens de la forêt qui habitent une vaste zone située entre la montagne andine, la *sierra*, et les basses terres amazoniennes, l'*orienté*. Depuis l'année 2006, le pays est gouverné par Rafael Correa, technocrate qui se réclame de la « révolution citoyenne » ainsi que du concept assez mal défini de *buen vivir*. La notion de *sumaq karwsay*, qui signifie « vie bonne/belle » – ou, plus littéralement, « plénitude de la vie » – en langue quechua, sur laquelle s'appuie le *buen vivir*, se veut une tentative de traduction d'une manière radicalement différente de vivre. Ni l'idéalisation du monde « indigène », ni la manifestation d'un essentialisme autour du « bon sauvage » ; c'est un ensemble de relations d'échange basé sur la réciprocité, la solidarité, où chaque élément se trouve en relation complexe avec toute altérité. Pilier du système communautaire andin, quand bien même il n'existe pas de communauté non traversée par des logiques capitalistes, au sein duquel chaque être humain constitue l'élément d'un tout, à la fois source de vie et lieu de vie. Toutefois, cette notion pose problème pour certains en ce qu'elle évacue la question de la lutte des classes, et qu'elle se situe sur les plans du discours et de la symbolique plutôt que sur les bases d'une théorie « révolutionnaire », marxiste ou

autre. Quoi qu'il en soit, plusieurs organisations indigènes ou écologistes du continent sud-américain placent leurs revendications politiques autour de cette notion, et ils la conditionnent par l'établissement d'un État plurinational, où « seraient reconnus les différents peuples et leur autonomie quant à la gestion de leurs territoires ». Correa, alors allié à l'organisation indigène Conaie¹, fait adopter une nouvelle Constitution en 2008², dans laquelle le concept de *buen vivir* tient une certaine place. Mais, dans son discours aux tonalités anti-impérialistes vis-à-vis des États-Unis, il promeut le « développement » et le « progrès » par l'intermédiaire d'une politique extractiviste et de grands travaux d'équipement et de modernisation. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, la création de la Cité de la connaissance, nouveau projet phare de la « révolution citoyenne » après celui de l'initiative Yasuni-ITT, conçue dans la tradition la plus technocratique de pôle d'excellence dans les nouvelles sciences et technologies. À savoir : nanotechnologies, NTIC, biotechnologies, industrie pharmaceutique, énergies renouvelables et pétrochimie. Inspiré du modèle sud-coréen de capitalisme avec une importante intervention de l'État et un partenariat public-privé, l'objectif de

1 Organisation de défense des communautés indigènes, elle devait sceller le lien entre Indiens de la *sierra*, de culture andine et de langue quechua, autour d'Ecuadorurari, et Indiens de la forêt, de culture amazonienne *jivaro*, autour de la Confenaie. Après avoir soutenu Correa lors des élections de 2006, ils seront déçus par ses remiements et s'opposeront à sa politique extractiviste.

2 Article 71 : la *Pachamama* (la « Terre mère », la « Nature »), où la vie se reproduit et se réalise, dispose d'un droit à exister, à se préserver et à régénérer ses cycles vitaux propres, sa structure, ses fonctions et ses processus évolutifs.

cette « zone spéciale de développement » est de devenir la *silicon valley* andine. Présentée comme un « *écosystème planifié d'innovation technologique et de marchés où se combinent les meilleures idées, les talents humains et l'infrastructure de pointe susceptibles de générer les applications scientifiques de niveau mondial nécessaires pour atteindre le bien vivre [...]. Première ville planifiée du pays en tant qu'écosystème de marchés de haute technologie où cohabitent harmonieusement une université de classe mondiale, des instituts de recherche technologique publics et privés et des entreprises de base technologique qui génèrent le changement de matrice productive de l'Équateur* », cette *smart city* en devenir porte le nom de Yachay. Or, ce mot qui signifie à la fois « le savoir » et « la connaissance » en langue quechua, désigne en même temps l'activité de guérisseur traditionnel, de chamane ; bien loin du monde 2.0 vanté par ce projet. En outre, le gouvernement a entrepris de standardiser à outrance le système éducatif, dans l'intention affichée de le rendre accessible à tous ; compliquant dès lors la tâche des modes d'organisation plus ou moins communautaires qui assureraient tant bien que mal une transmission des connaissances.

Mais c'est surtout la politique d'extraction de minerais, notamment dans le cas des métaux lourds ou du drainage d'acide minier, qui pose un problème, tant au niveau de la pollution que de la mise à sac du mode de vie communautaire des paysans et des « indigènes », voués à se voir exproprier leurs terres.

À l'eau la mine

Si l'Amazonie équatorienne est particulièrement riche en biodiversité, elle est

aussi une zone importante de régulation du cycle de l'eau. En effet, les pluies, les fleuves, la forêt et l'évaporation font de cette région la base du cycle mondial de l'eau. La destruction de ce mécanisme aurait de graves répercussions sur l'ensemble de la planète, d'où l'importance du danger que représentent toutes les activités (minières, forestières, barrages...) susceptibles de perturber cet équilibre.

De plus, la problématique de l'eau en Équateur relève d'un enjeu vital, car des millions d'habitants n'ont pas accès à l'eau ni à l'assainissement. L'accaparement et la contamination de l'eau et des territoires par les multinationales minières extractivistes ne font qu'augmenter ces inégalités. À l'instar de la lutte « *Conga no va* »³ et de la « guerre de l'eau » à Cochabamba⁴, les Indiens shuars mènent une lutte radicale contre l'expropriation par l'extraction minière non seulement de leurs terres, mais aussi de l'eau. La gestion de l'eau par les communautés indigènes a toujours été indépendante de l'État et des institutions chargées des ressources hydriques. La loi sur l'eau veut introduire sa privatisation et cherche à exproprier les systèmes communautaires de gestion de l'eau, les *juntas*, en affaiblissant leurs droits au profit des grandes multinationales minières. Cette loi a été votée et adoptée en 2009, mais, à la suite du soulèvement généralisé dans tout le pays, elle a été suspendue⁵.

suite page 58

3 Voir Sancho Panza, « *Conga no va* », *Nunatak*, n°1.

4 La « guerre de l'eau » à Cochabamba, en Bolivie, est une insurrection qui a marqué le début, en avril 2000, d'un cycle de protestations contre la privatisation de l'eau. Cette lutte devait mener à un système autogéré par les communautés, mais finalement c'est un système de gestion par des institutions para-étatiques qui a vu le jour.

5 Lors de ces affrontements, Bosco Wisum est abattu par la police.

YASUNI-ITT

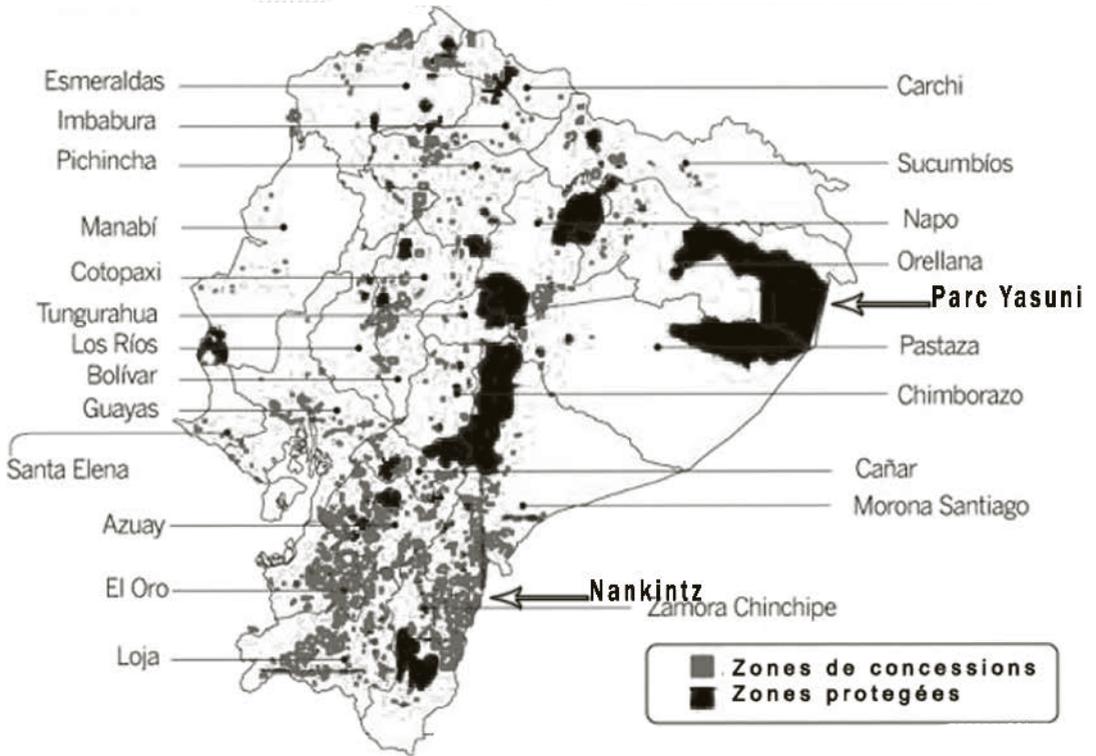
En 2001, d'importantes réserves pétrolières ont été mises au jour dans le parc national Yasuni (PNY), sur plusieurs gisements Ishpingo, Tiputini et Tambococha (ITT), aux confins de l'Amazonie équatorienne. Elles représenteraient 920 millions de barils, soit 18 milliards de dollars, 20 % des réserves pétrolières du pays. Le modèle énergétique du pays demeure largement dépendant du pétrole, qui représente environ 80 % de la consommation totale d'énergie.

Le projet dit « Plan A » est de ne pas extraire le pétrole du parc national de Yasuni. Le gouvernement de Correa a entamé une négociation avec les institutions mondiales et conclu un accord entre le gouvernement et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), afin de recevoir une compensation de la valeur des tonnes non extraites sur le marché du carbone. Le fait de laisser inexploitées ces ressources en échange d'une aide internationale à hauteur de 3,5 milliards de dollars ferait rentrer de l'argent dans le budget de l'État, déficitaire depuis la crise de 2008.

Le plan B vise à exploiter ce champ pétrolier de Yasuni. En janvier 2010, Wilson Pastor, P-DG de Petroamazonas, dit qu'il n'y a aucuns travaux engagés. Le 30 juin, le même Wilson Pastor, alors ministre des Ressources non renouvelables, reçoit un communiqué du nouveau P-DG de Petroamazonas, Oswaldo Madrid, portant sur l'avancée des travaux réalisés à Yasuni pour exploiter le pétrole : « *des instructions ont été données au personnel afin que soit toujours mis en avant le discours proposé par l'exécutif présentant le plan A, celui qui laisse le pétrole sous terre, comme priorité du gouvernement national.* »

En 2007, Alberto Acosta, ex-président de l'Assemblée constituante et ex-ministre des Énergies et des Mines, désormais opposant à Correa, a annoncé que le plan B avait suivi son cours depuis le départ : divers aménagements, explorations souterraines et prospections. Selon Acosta, Correa représente, en mars 2012, « *l'élément le plus risqué dans l'aventure Yasuni-ITT et [...] le meilleur ennemi du projet* ». Correa, qui n'a cessé de valoriser le plan A de Yasuni-ITT depuis 2007, a en sous-main tout mis en place pour que ce soit le plan B qui soit finalement entériné. À la suite des révélations d'Acosta, le Pnud et les pays financeurs se retirent du projet de compensation carbone : c'est ainsi que le Plan B devient le seul applicable.

Correa change d'argumentation. Il décide d'exploiter le pétrole de Yasuni afin de débloquent les 18 milliards de dollars pour « *lutter contre la pauvreté* » et faire du plan B « *un moyen de communiquer sur des techniques révolutionnaires d'exploitation pétrolière verte en territoires sensibles* ».



Concessions minières en Équateur

En plus, le transfert de l'usage de l'eau se fera avec celui de la propriété foncière. De cette manière, les eaux pourront être acquises par ceux qui achètent la terre et en donneront l'usage selon leur convenance. Leurs membres deviennent des usagers ordinaires assujettis à une autorité unique étatique qui contrôlera tout le réseau hydraulique. Ainsi, lorsque les entreprises minières achèteront ses concessions, elles s'approprient les quelque 40 000 ha et les sources d'eau, qu'elles pourront détourner et privatiser au détriment des communautés.

Les dernières décennies ont vu une transformation radicale du secteur agricole équatorien, notamment par les effets de l'industrie minière. De par l'utilisation de substances toxiques et à cause du risque d'infiltration, les sols seraient affectés de manière irréversible. L'eau constitue un problème pour l'agriculture traditionnelle de ces populations, étant donné que la mine en nécessite des quantités colossales. Par ailleurs, les mines à ciel ouvert utilisent des produits toxiques, comme le cyanure, pour extraire les minerais. Quand les eaux de pluie, ou même l'air, entrent en contact avec les roches qui ont

« La montagne est un espace de vie, c'est là que nous sommes nés, elle nous donne à manger, nous bénéficions de la chasse, de la pêche, de la laine, du bois, nous semons le fruit. La montagne est supérieure à l'homme lui-même. Sa valeur est plus grande que celle d'une mère, c'est grâce à elle que nous survivons. » Benito Guzman, Confédération nationale des communautés affectées par les activités minières (CONACAMI)

été déplacées du sous-sol vers la surface, ou accumulées dans les décharges et les digues à matériaux stériles de la mine, se produit une oxydation des minéraux ainsi sulfurés par l'humidité, provoquant l'acidification des eaux qui courent sous ces roches. L'exploitation du minerai entraînera une pollution très importante des sources d'eau et des sols, une déforestation massive conduisant à terme à la désertification, à la disparition d'espèces, ainsi que le déplacement de centaines de familles de différentes communautés. Il existe déjà 4 112 concessions dans le pays, qui exploitent cuivre, or et pétrole, auxquelles s'appliquera cette loi, et qui exproprient de fait les populations vivant sur ces territoires.

Le meilleur des mondes citoyennistes

Cet extractivisme instaure des zones d'exploitation, reléguées au rang d'enclaves colonisées à l'intérieur du pays, et considérées de manière misérabiliste ou sacrificielle par les autorités. La formule répétée par Correa « *nous sommes des mendians assis sur des sacs d'or* » illustre bien la vision étatique à l'égard de populations vues comme attardées, vivant de l'économie informelle et qui habitent des territoires que l'on peut socialement vider à l'instar des déserts, dans la mesure où ils ne peuvent être mis en valeur par le capital. On peut reprendre cette définition de l'extractivisme : « *un mode d'accumulation et un modèle de développement fondés sur la surexploitation de ressources naturelles et sur le déplacement des frontières et des territoires jusqu'alors considérés comme improductifs.* » D'autre part, en ce qui concerne les gouvernements « progressistes » ou « de

gauche » en Amérique latine – dont ceux de l'Équateur –, on voit une présence plus importante et un rôle plus actif de l'État, qui agit de façon directe et indirecte. Ainsi, nombre d'entreprises publiques se voient programmées afin de réagir exclusivement aux demandes de leurs clients que sont les grandes compagnies internationales, tandis qu'elles agissent selon des logiques de multinationales sur le sol équatorien. Or cette recherche permanente de ressources croissantes pour financer l'économie nationale va de pair avec une hausse gigantesque des crédits, et donc de la dette publique. Pendant les années 1970, dans un nouveau pays « riche » pétrolier, et non plus « pauvre » producteur de bananes, la dette extérieure équatorienne a connu une augmentation plus que proportionnelle au boom pétrolier. Correa, qui s'est fait élire et gouverne, remplace, au nom de la lutte contre l'assujettissement aux institutions financières « néo-libérales », l'ogre étatsunien par la Chine, nouvelle puissance impérialiste en Amérique latine, ainsi qu'en Afrique. Afin de s'assurer de plus en plus de gisements de minerais et de pétrole ou de larges superficies de terre pour la production agricole, sans compter la construction d'infrastructures à grande échelle, le nouveau poumon économique du capitalisme investit un flot de liquidités ou bien encore fait des prêts dont le remboursement se réalise de plus en plus sous forme de concessions que l'on peut qualifier de néocoloniales.

Le modèle appliqué par la « révolution citoyenne » repose sur la reproduction de l'ancien régime, en renforçant l'agro-business et l'agro-industrie par des partenariats public-privé, concentrés dans les mains de deux grands groupes : Pro-

naca et la Corporacion Favorita. Sûrement ceux-là mêmes que le président attaque dans son show radiophonique hebdomadaire, *Hasta la victoria siempre*, lorsqu'il pourfend le « néo-libéralisme », la dette des pays pauvres, etc. ! Ne sait-il pas que selon la Constitution de 2008, qu'il met et remet en avant pour se légitimer, les notions de développement, de progrès ou de pauvreté sont dénuées de sens ? Au sein des communautés andines est pauvre l'être qui est séparé de sa communauté ; pour les communautés amazoniennes, la pauvreté, *mutsui*, correspond à la biodiversité agricole par ignorance des techniques de culture itinérante. Tandis que le plan national pour le *buen vivir* du gouvernement équatorien est basé sur la théorie keynésienne dite « des capacités » et popularisée par l'économiste Amartya Sen. Axée exclusivement sur le développement individuel, elle se base aussi sur la domestication de tout l'environnement immédiat, et elle est en outre imprégnée d'un certain ésotérisme (à l'instar du mouvement des Colibris). D'autre part, la recherche d'instruments et d'évaluation des politiques publiques, tels que les indicateurs de *buen vivir* de l'État, ressemble plus à une quantification absurde du point de vue du *sumaq karwasay*. Par exemple, des projets municipaux dans le but d'améliorer les routes dans des villes construites autour de la culture de la bagnole sont présentés comme s'il s'agissait de *buen vivir* ; ou encore l'affirmation, lors d'une présentation universitaire, que le « bien vivre » porte les valeurs de la participation et de la gouvernabilité ! ? Novlangue, sors de ce corps ! Qui plus est, l'approche du pouvoir fait d'une promesse d'émancipation un cadre conceptuel dans lequel il peut légitimer un capitalisme

rentier qui permet de lancer un ambitieux plan social tout en ménageant la rentabilité des investisseurs privés. L'objectif gouvernemental du « bien vivre » est de bâtir des infrastructures publiques et d'alimenter des vastes plans d'assistance sociale dans un objectif clientéliste, mais aussi à travers la croyance dans le mythe du progrès et du développement. De plus, la rente a contribué à organiser la flexibilité du travail dans le secteur public, les fonctionnaires récalcitrants ou opposants étant plus facilement licenciés et remplacés.

Résistances et insurrections

La plupart des projets d'extraction pétrolière et minière sont concentrés dans l'est du pays, là où vivent les Indiens des Andes, mais surtout d'Amazonie ainsi que des populations métisses qui sont parties des villes vers les années 1960-1970, dans un processus de colonisation agricole du territoire lancé par le pouvoir militaire de l'époque. De nombreuses luttes y ont vu le jour, du combat contre la mine d'Intag, dans la région andine tout au nord, jusqu'à l'opposition au forage pétrolier de Sarayaku, dans la province de Pastaza. Elles sont pour la plupart traversées par un déroulement commun : refus collectif de la part de nombreux habitants, sabotages de chantiers, militarisation du territoire et dénigrement politico-médiatique de la part du pouvoir...

Le mégaprojet de mine à ciel ouvert, dans la province de Morona-Santiago, au sud-est du pays, est porté par des compagnies chinoises, depuis 2010, avec l'appui du gouvernement de Correa. Les deux multinationales que sont CRCC et Tongling veulent exploiter la mine de Panantza-



Concession minière en Équateur

San Carlos, qui se trouve dans la cordillère du Condor. À l'intérieur de ce dernier versant des Andes, au sud de l'Équateur, situé sur le territoire de la communauté Nankintz, les eaux viennent se jeter dans la rivière Santiago, puis dans le Marañon, avant de rejoindre le fleuve Amazone. Or, ce qui constitue un des deux plus importants projets miniers du pays prévoit lui-même de traiter au moins 90 000 tonnes de roche par jour. Ce qui signifierait la pollution d'au moins 30 millions de litres d'eau par jour, pendant la vingtaine d'années de la durée d'exploitation. En effet, l'ensemble du réseau fluvial amazonien dépend de la cordillère, et les zones de petite montagne et de piémont forestier sont des systèmes aussi complexes que fragiles, qui régissent directement les conditions d'existence de millions de personnes.

Dès la mise en œuvre du projet, en 2012, une résistance se crée contre la spoliation des terres, près de 42 000 ha vendus par des métis aux compagnies extractivistes. Les communautés shuars revendiquent

ces terres comme inaliénables, car elles feraient partie de leur territoire ancestral, reconnu tel par la Constitution de 2008. En août 2016, flics et militaires venus en masse expulsent plus de 30 Shuars de Nankintz et détruisent leurs maisons à coups de pelleteuse, dans le but de construire un campement de base destiné aux travailleurs de l'entreprise chinoise. Le 21 novembre, plusieurs dizaines d'autochtones réoccupent ce lieu avant d'en être délogés par la force le lendemain, faisant plusieurs blessés tant du côté des Shuars que des forces de l'ordre. Dès lors, les opposants assiègent ce campement, les armes à la main, créant un rapport de force en ces temps de campagne électorale pour la présidentielle opposant le successeur désigné de Correa au candidat de « la droite libérale ». Faisant mentir l'administration, qui déclare que « *le gouvernement essaie de maintenir le dialogue avec le peuple shuar pour balayer les préoccupations* », l'envoi de troupes contre « *un groupe ciblé, violent et minuscule* » (sic) laisse apparaître les intentions des autorités. Dès lors, des

activistes shuars tentent, le 14 décembre, de réoccuper leurs terres face aux policiers qui défendent le campement. Dans les affrontements qui suivent, cinq Shuars sont blessés, tandis qu'un policier meurt et que deux autres sont blessés. Aussitôt, le ministre de la Coordination à la sécurité déclare, sans plaisanter : « nous ne permettrons pas que la primauté du droit soit violée. État d'urgence afin d'adopter les mesures nécessaires pour rétablir la sécurité dans cette province », quand Correa « appelle tous les Équatoriens à s'unir pour rejeter unanimement la barbarie ». Guerre contre le « terrorisme », quand tu nous tiens⁶ ! Ce à quoi répond la Confenaie : « Qu'on cesse d'inculper le peuple shuar. C'est l'État qui impose les racines de la violence

6 Correa déclarait déjà en décembre 2007 : « Ne croyez pas les écologistes romantiques. Tous ceux qui s'opposent au développement sont des terroristes. »

dans l'extraction minière et qui militarise. » Quand on sait que le gouvernement a réprimé en septembre 2010 des émeutes contre la criminalisation des activités minières informelles dans la province voisine du Zamora-Chinchipe, qui, selon Correa, « menaçaient l'environnement fragile du pays... sur les berges des fleuves et rivières », de qui se moque-t-on ? Officiellement, l'État entreprenait alors de professionnaliser l'extraction d'or, impliquant 20 000 familles tributaires de ce moyen de survie quotidienne, dans le but de légaliser les concessions. En fait, il s'agissait de prendre possession de ces terres afin de les offrir aux grandes compagnies transnationales dont le gouvernement dépendait. Rappelons enfin que trois activistes ont été assassinés, dont un porte-parole bien connu, depuis l'année 2009. Au mois de janvier 2017, la pression policière et



militaire est telle que le Centre shuar de Yunkuapais, au nord de la province, chasse deux troupes armées pendant huit jours, afin de protéger la communauté de ces incursions guerrières, mais aussi pour demander la libération d'Augustin Wachapa, responsable de la Fédération des Centres shuars, emprisonné depuis le 16 décembre. Incarcéré pour « incitation au soulèvement », il n'est sorti de prison qu'à la fin du mois d'avril 2017, tandis que les activistes de Yunkuapais sont accusés de séquestration, de « vol de bien public »... sans rire ! Affaire toujours à suivre, car, si Correa n'est dorénavant plus président, c'est bien son mouvement qui gouverne toujours ce pays.

Les communautés shuars

En ce qui concerne les communautés shuars, la satisfaction de leurs besoins tels que la nourriture, le gîte ou les soins dépend uniquement des forêts, des cours d'eau ou des jardins qu'ils ont aménagés. Du fait de leurs interactions avec les formes végétales et animales de leur environnement, les Jivaros, dont les Shuars, conçoivent cet ensemble hybride comme des échanges ou dialogues entre créatures vivantes, mais aussi spirituelles. En effet, loin de notre anthropocentrisme, on peut voir ces échanges comme des relations intersubjectives⁷. Où, par exemple, « le

⁷Voir *La nature humaine : une illusion occidentale*, Marshall Sahlins, L'éclat, 2011.

À la fin du XIX^e siècle se produisit le « boom du caoutchouc » dans la région du Haut-Amazone, qui comprend une partie du Brésil, du Pérou ainsi que de l'Équateur. Il durera jusqu'à la Première Guerre mondiale, lorsque des concurrents utiliseront les boutures prélevées dans le bassin amazonien pour les transférer dans les plantations du Sud-Est asiatique : Indonésie, Malaisie, Sri Lanka, etc. Éparpillée à travers la forêt équatoriale, cette matière première indispensable au développement du capitalisme industriel attisa la convoitise des nouveaux conquistadors. Comme ces pays d'Amérique du Sud venaient d'obtenir leur indépendance, ce fut d'une autre colonisation qu'il s'agit, intérieure celle-là. Énormément de villages furent détruits et leurs populations, déplacées en tant qu'esclaves vers les endroits proches des sources de caoutchouc et des voies navigables, vers l'aval des contreforts des Andes. En outre, des chasseurs shuars, connus pour être des experts dans l'art de mettre à profit les ressources que contient la forêt, vont se voir ciblés comme les extracteurs idéaux de cette nouvelle marchandise. Mais encore, les entrepreneurs de ce marché firent en sorte que l'élite de ces chasseurs se mue en prédateurs, chassant dorénavant la main-d'œuvre nécessaire à la récolte du caoutchouc. Ces chasseurs de chasseurs furent appelés alors les garçons, *muchachos*, sans doute pour leur rappeler qu'ils n'étaient que des pourvoyeurs au seul service des maîtres. D'autre part, en adoptant les codes corporels de prédateurs locaux tels les jaguars, ils se retrouvent en position de considérer les autres « indigènes » de leur communauté comme des proies, qui plus est subordonnées, instaurant par là un rapport social de type étatique, très peu fréquent au sein de ce groupe social.

*domaine de l'au-delà situé au plus profond de la forêt... est le produit des relations que les futurs invisibles entretiennent avec les histoires douloureuses des morts qui rendent la vie possible*⁸ ». Selon divers observateurs, les Shuars se reconnaîtraient, au moins depuis les années 1960, dans la notion de « minorité nationale », au sens de rester shuar à l'intérieur de l'Équateur ou du Pérou, étant donné que la frontière entre ces deux États sépare ce qu'on peut appeler le « peuple » shuar. Une Fédération des Centres shuars a été créée au début des années 1960, apparemment dans le sillage de la « théologie de la libération », dans le but d'affirmer leurs coutumes et modes de vie face aux pouvoirs en place. Cette perspective tranche avec l'attitude des mouvements indigènes équatoriens autour de la Conaie et de son prolongement électoral Pachakutik dans les années 1980, qui tend vers l'idée plus consensuelle et intégrable de « citoyenneté plurielle ». En effet, emblématiques d'une représentation tenace autour de l'« indianité féroce et sauvage » – dont le mythe des réducteurs de têtes –, les Shuars se distinguent des communautés andines par des revendications spécifiques au sujet de la préservation de leur culture. Au sujet du caractère « guerrier » que l'on peut leur attribuer, Pierre Clastres postule que les échanges réciproques entre communautés contiennent en eux la possibilité permanente du conflit armé, afin de maintenir coûte que coûte leur indépendance face à

leurs partenaires qui pourraient être tentés de les soumettre⁹. Or, ces aspirations se voient récupérées par la volonté des autorités de s'appuyer sur des guerriers aguerris et typiques de la zone contestée, aux avant-postes du territoire national. En effet, la FCS a, depuis les années 1980, une posture ambivalente dans le cadre des conflits militaires plus ou moins récurrents entre l'Équateur et le Pérou le long de la forêt amazonienne. Le dernier en date, en janvier 1995, est marqué par la conscription massive de jeunes Shuars et la création de milices communautaires, les *arutam*. Et c'est à partir de ce moment que va naître un large accord transcendant les désaccords entre les partis de droite et de gauche autour de l'unité nationale et du développement économique. De plus, la FCS est beaucoup plus en conflit avec l'État que les organisations indigénistes réunies dans Pachakutik, et ce notamment à travers une relation de « négociation antagonique » : vivre contre afin de vivre avec. Du fait des implications des Shuars dans leur environnement immédiat, on peut supposer que la lutte « de défense du territoire » contre les mines et autres projets extractivistes ne peut se voir dissociée de la survie même de ces communautés, au-delà des conflits agraires classiques portés par des partis ou mouvements « de gauche » dans l'Altiplano, la région de haute montagne andine.

Sancho Panza & Ben

⁸ *Comment pensent les forêts*, Eduardo Kohn, éditions Zones sensibles, 2017.

⁹ *Archéologie de la violence*, Pierre Clastres, Éditions de l'aube, 1997.